

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	60	20

N° de la séance : 01

Objet de la délibération: Service des
Assemblées - Procès-verbal de la séance
du 5 octobre 2020 - Approbation

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.232

Date de la convocation :
Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Marc BORIOSI, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 05 octobre 2020.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 05 octobre 2020.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 05 octobre 2020.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 05 OCTOBRE 2020

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE EN PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 16 h 00.

Le Conseil communautaire s'est réuni le cinq octobre deux mille vingt, en séance publique, Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire de la ville d'ANTIBES.

Monsieur le Président. - Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean- Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Éric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Éric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Éric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Éric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUÏ HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Georges VAZIA à Éric CHALVIN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Marc Malfatto, Alexis Argenti, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Françoise THOMEL, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Delphine CAROSI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. Procès-verbal de la séance du 27 juillet 2020 - Approbation
2. Compte-rendu des dernières décisions prises par le Président
3. Compte-rendu des avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux 2019
4. Convention Territoriale Globale avec la CAF des Alpes-Maritimes - Approbation
5. Service Prévention Jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la commune d'Antibes - Renouvellement
6. Éducation à l'environnement - Appel à projet Activ'ta'Terre - Conventions types et appel à projet - Approbation
7. Lutte contre le frelon asiatique - Conventions de partenariat avec le Conseil départemental des Alpes maritimes - Renouvellement
8. Qualité de l'air - Plan de protection de l'Atmosphère des Alpes-Maritimes - Désignation d'un représentant
9. Commission Locale de l'Eau - Désignation d'un représentant
10. Reversement de la participation du SIEF au titre de la cryptosporidiose au profit de la CASA - Convention
11. Redevance d'Assainissement - Transport et Traitement C.A.S.A. sur le zonage tarifaire des communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse
12. Redevance assainissement des usagers de Châteauneuf Grasse et Opio - Recouvrement et reversement la part transport et traitement - Convention avec SUEZ EAU FRANCE
13. Adhésion au programme ALCOTRA - Projet Pays Résiliants - Convention entre partenaires et délégataires
14. Prescription de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la CASA valant Plan Climat Air Energie Territorial - Définition des objectifs et modalités de concertation
15. Fédération Nationale des SCOT - Adhésion et désignation des représentants
16. Participation des médiathèques communautaires au catalogue collectif des bibliothèques de l'enseignement SUDOC - Convention de partenariat avec l'Université Côte d'Azur - Renouvellement
17. Règlement intérieur des médiathèques communautaires - Modifications
18. Commission de Contrôle Financier (CCF) - Création et composition
19. Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) - Création et approbation de la liste des membres proposée à la Direction Départementale des Finances Publiques
20. Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) - Création et composition
21. Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) - Exonérations au titre de l'année fiscale 2021
22. Mise à disposition partielle du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux - Convention de mutualisation - Renouvellement
23. Ajustement du tableau des effectifs
24. Plan de formation 2020

25. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes
26. RIFSEEP - Actualisation
27. Règlement des astreintes et indemnités - Actualisation
28. SCIC Les Ferrages de Châteauneuf - Adhésion de la CASA
29. Conventions de remboursement de frais avec les communes dans le cadre de la compétence transférée "Promotion du tourisme" - Avenant n°1
30. Tarification multimodale sur le périmètre des Alpes Maritimes et de Monaco - Avenant n°1 à la convention
31. Entretien du parking de covoiturage entre la RD6107-PR0 et la RD6007-PR17+500 au giratoire Pont de l'Aube - Convention avec le Département et la Commune de Vallauris
32. Plan de Mobilité de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Élaboration
33. Gamme tarifaire - Création d'un titre pour accompagnateur PMR
34. Règlement intérieur commun aux lignes Envibus - Modification
35. Commission consultative des déchets du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires - SRADDET - Désignation
36. Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) - Convention Opérationnelle
37. Conseil de développement - Bilan d'activités 2015-2019
38. Conseil de développement - Renouvellement des membres



Monsieur le Président. - Le quorum est atteint, les pouvoirs sont transmis, la séance est ouverte.

Sur l'ouverture de séance, je vous propose une délibération en urgence, que vous avez sur table. Vous comprendrez bien qu'elle nécessite le caractère d'urgence. Je vais donc vous la lire. On décidera si on la passe en urgence ou pas, puis on la votera.

« Aide aux sinistrés du Haut Pays des Alpes-Maritimes, 2 octobre.

Les Alpes-Maritimes, et plus particulièrement les vallées de la Vésubie, de la Roya et de la Tinée, ont été victimes, le 2 octobre 2020, de très violentes intempéries. Les dégâts causés par la tempête qui s'est abattue dans les villages ont entraîné un lourd bilan humain, payé par les habitants et les services de secours.

D'autres dégâts majeurs sont à déplorer dans ces territoires, que ce soit par les particuliers, dont certains ont perdu leur habitation principale, par les acteurs économiques ou les collectivités, sachant que de très nombreuses personnes sont encore aujourd'hui privées d'électricité.

Dans un grand élan de solidarité, la CASA et les communes membres proposent aujourd'hui leur soutien aux territoires au moyen d'aides financières, humaines ou matérielles.

Je rappelle que les dons en nature sont à apporter dans des lieux de collecte définis par les maires dans chacune de leur commune. S'ils le souhaitent, ils achemineront ces aides dans le cadre du plan départemental.

Concernant la ville d'Antibes, la collecte se déroulera à la Maison des associations, chemin de Saint-Claude à Antibes, à compter de lundi 5 octobre à 16 h 00, jusqu'à 18 h 30 et les jours suivants, à 18 h 30. Si certaines communes veulent amener leur collecte sur le centre d'Antibes, elles peuvent le faire.

En outre, les services de la CASA et de la ville d'Antibes mettent l'ensemble du personnel dans le cadre du volontariat au service du Conseil départemental, pour porter assistance aux victimes et participer aux opérations de secours et d'assistance, en particulier l'ensemble des services de la Protection civile urbaine de la ville d'Antibes.

Face à ces événements climatiques dramatiques, Monsieur Charles-Ange GINÉSY, président du Conseil départemental, a annoncé le déblocage immédiat d'une aide financière aux sinistrés ayant perdu leur habitation principale d'un montant de 1 500 € et a également lancé un appel à la solidarité. Souhaitant que la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis puisse répondre à cet appel, je vous propose que la Communauté d'Agglomération abonde l'aide apportée par le Conseil départemental à hauteur de 100 000 € destinés aux personnes ayant perdu leur logement.

Il vous est donc proposé le dispositif des aides financières humaines et matérielles et le principe de l'attribution d'une aide financière de 100 000 € destinés à abonder les fonds départementaux aux sinistrés ayant perdu leur résidence principale détruite par les intempéries du 2 octobre 2020. »

Dans un premier temps, je vous demande si quelqu'un s'oppose ou s'abstient sur le fait d'accepter que cette délibération, qui ne vous a pas été envoyée dans les délais impartis, passe en urgence. Qui est contre ou s'abstient ?

Sur la délibération elle-même, est-ce que quelqu'un souhaite prendre la parole ?

Je passe donc au vote.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Je vous remercie.

Je remercie en particulier, au travers de vous tous, des aides qui ont été apportées par les personnes, en rappelant que les aides que les personnes amènent ne doivent pas être des vêtements dont les sinistrés n'ont plus besoin, mais des aides alimentaires sur des produits - de l'eau et des denrées - non périssables. Chaque ville effectue la collecte. S'ils veulent l'acheminer directement par l'intermédiaire de la Croix-Rouge ou par l'intermédiaire du Département, ils le font. S'ils souhaitent collecter l'ensemble sur la plateforme d'Antibes, de toute façon, vous l'avez compris, notre aide ne s'est inscrite que dans le cadre du département des Alpes-Maritimes. Pour ne pas créer des guichets et des aides supplémentaires, il vaut mieux se coordonner et, en la matière, le meilleur coordinateur est le département des Alpes-Maritimes.

Je vous remercie. On peut ouvrir maintenant le Conseil communautaire tel qu'il était initialement prévu.

1. Procès-verbal de la séance du 27 juillet 2020 - Approbation

Monsieur le Président. - Ce Conseil communautaire a une première délibération qui concerne, comme d'habitude, le procès-verbal de la séance du 27 juillet.

Y a-t-il des remarques sur cette délibération ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

2. Compte-rendu des dernières décisions prises par le Président

Monsieur le Président. - Compte-rendu des dernières décisions prises par le Président en Conseil communautaire, dont le Conseil doit prendre acte. Sur ces délibérations, j'ai une intervention de Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Nous souhaitons avoir des informations sur la résiliation des marchés concernant La Brague et l'espace des Près. Quels sont les projets pour cet espace ? Maintenant que l'on a apparemment renoncé au projet de déchetterie, pourquoi résilie-t-on ces marchés alors que toutes les procédures ne sont pas encore terminées, en particulier l'étude Merlin dont on attend encore beaucoup de choses ?

Monsieur le Président. - Vous l'avez dit, sur ce sujet et sur ce secteur, on est dans une situation où, initialement, la zone n'était pas du tout classée inondable. Les projets d'aménagement étaient donc des projets d'aménagement d'équipement et d'économie qui, petit à petit, se mettaient en place. Là-dessus, effectivement, un projet de déchetterie a été évoqué mais on l'a toujours dit : ce sont les maires qui décident de l'endroit où elles doivent se trouver. S'il n'y a pas de déchetterie à cet endroit-là, la Communauté d'Agglomération gèrera donc ces terrains en termes économiques, ce qui est la destination initiale.

Le deuxième point est que, malheureusement, une partie de ces terrains est impactée par le PPRI. Donc, plutôt que de poursuivre un bureau d'étude qui continuerait de travailler à vide - puisque l'on n'a pas encore les décisions définitives du PPRI -, on préfère suspendre et non résilier, comme c'est effectivement écrit (c'est une résiliation de droit, mais c'est une suspension de fait), et reprendre ces études lorsque l'on aura une vision objective du PPRI validé. C'est la raison pour laquelle on a mis en suspend cette zone, en attendant les résultats du PPRI.

On prend donc acte de ce compte-rendu.

3. Compte-rendu des avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux 2019

Monsieur le Président. - Il s'agit du compte-rendu des réunions de 2019 sur les rapports annuels de 2018. Malheureusement, c'est le mandat précédent qui, dans la continuité du service, se fait valider aujourd'hui. Vous avez tous vu ces comptes-rendus des avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux. Je vous demande aussi d'en prendre acte.

Nous passons maintenant à la cohésion sociale et politique de la ville et je donne la parole au vice-Président LUCIANO.

4. Convention Territoriale Globale avec la CAF des Alpes-Maritimes - Approbation

Monsieur Kevin LUCIANO. - Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues, la délibération n° 4 concerne la Convention Territoriale Globale avec la CAF. Pour information, je précise que les communes avaient jusqu'à présent des conventions avec la CAF, notamment les contrats Enfance Jeunesse. Or, ceux-ci sont progressivement remplacés par le contrat Enfance Jeunesse qui doit être signé par la commune avec la CAF. En plus de ces conventions signées avec les communes, la CAF a demandé qu'une Convention Territoriale Globale soit signée avec la Communauté d'Agglomération, afin, nous dit-elle, d'avoir une meilleure approche territoriale.

Je vous demande donc d'approuver aujourd'hui les termes de la Convention Territoriale Globale de la Communauté d'Agglomération qui vient s'ajouter aux conventions, lesquelles vont continuer à être passées par les communes. Je vous demande de l'approuver, mais en réalité, on n'a pas trop le choix, car la CAF nous a clairement fait comprendre que si l'on ne signait pas cette Convention Globale, elle serait réticente à signer les conventions avec les communes.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver les termes de la Convention, de désigner Monsieur le Président ou son représentant à siéger au Comité de Pilotage et enfin, d'autoriser le Président à signer cette Convention et tous les documents relatifs à celle-ci.

Monsieur le Président. - On passe on vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée.

On passe à la Prévention Jeunesse, une Convention avec la ville d'Antibes, comme on le fait entre les services de la CASA et les services des villes.

Arrivée de Madame Nathalie DEPETRIS.

5. Service Prévention Jeunesse - Convention cadre portant coopération renforcée avec la commune d'Antibes - Renouvellement

Monsieur Kevin LUCIANO. - Il s'agit d'un renouvellement d'une convention qui est relative, pour l'essentiel, à la Prévention Jeunesse.

Au regard des éléments ci-joints, il vous est demandé d'approuver les termes de cette convention cadre sur la coopération entre la CASA et la ville d'Antibes (vous avez le projet dans le dossier) et également d'autoriser le vice-président, moi-même, votre serviteur, à signer cette convention et les documents relatifs à ce partenariat.

Monsieur le Président. - Pas d'intervention ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Je vous remercie.

Je donne la parole à Monsieur Lionnel LUCA pour l'environnement et la biodiversité.

6. Éducation à l'environnement - Appel à projet Activ'ta'Terre - Conventions types et appel à projet - Approbation

Monsieur Lionnel LUCA. - Merci, Monsieur le Président. C'est une convention que les conseillers communautaires sortants connaissent bien. Pour les nouveaux, il s'agit d'un projet mis en place dès le mois de février 2013, à la fin du mandat communautaire, et qui s'est développé durant tout le précédent mandat avec un certain succès, puisqu'une dizaine de communes, et surtout de nombreux organismes ou associations, y participent aujourd'hui. Ce sont essentiellement les écoles primaires, les collèges, les lycées, les centres de loisirs sans hébergement voire dans le cadre du périscolaire.

Il s'agit pour nous de renouveler la convention qui nous lie à la Direction Académique des services de l'Éducation nationale et de l'OCCE pour les écoles élémentaires, ainsi qu'aux chefs d'établissements du secondaire et de l'enseignement supérieur, et enfin, la convention qui nous lie aux organismes gestionnaires des centres de loisirs.

Nous soutenons les projets innovants ou pédagogiques de ces différentes Instances qui permettent aux enfants de découvrir, de comprendre et de mieux appréhender les enjeux de l'agriculture, de l'environnement d'une manière générale, partant du principe que c'est en commençant tôt que l'on pourra responsabiliser ensuite ces jeunes devenus adultes, et dès maintenant, également leurs familles. Il y a souvent des prolongements très pertinents qui se font.

Nous versons une subvention entre 500 euros et 1 000 euros. La totalité versée globalement est de 15 000 euros, ce qui n'est pas un gros investissement pour un programme probant. Cela permet soit l'acquisition de matériel pour des outils pédagogiques de communication, soit pour des sorties, soit pour un intervenant qui fera un apport spécifique. Je peux vous indiquer que, concernant les écoles primaires, vous avez les communes d'Antibes, Biot, Capières, La-Colle-sur-Loup, Villeneuve. Concernant les collèges, il y en a cinq, Antibes, Le Rouret, Vallauris, Villeneuve-Loubet, Valbonne. Concernant les lycées, il y a Antibes - à tout seigneur, tout honneur - avec les Bacs Pro, le CLSH de Biot, de Valbonne, de Villeneuve-Loubet.

Il s'agit donc d'un projet qui mériterait d'être encore mieux connu, y compris pour les communes qui voudraient aujourd'hui s'y inscrire, renforcer la connaissance. Je pense que c'est un bel outil que la CASA a mis en place vis-à-vis de tout ce qui est scolaire et qui porte ses fruits avec une certaine réussite.

Madame Michèle MURATORE. - Monsieur LUCA a terminé en soulevant le problème. Effectivement, ma question portait sur la méconnaissance de ces projets, ce qui est regrettable. Et déjà, nous souhaiterions - puisque l'on est dans un nouvel appel à projets - que les bilans des projets soient présentés à la Commission Environnement de la CASA.

Monsieur Lionnel LUCA. - Comme vous êtes nouvelle venue à la Commission Environnement, vous pourrez en profiter puisque nous l'avons fait pendant tout le mandat précédent. Apparemment, ceux qui vous étaient proches ne vous en avaient pas fait le compte-rendu eux-mêmes. Vous pourrez donc en profiter en direct. Je regrette que le relais ne se fasse pas forcément du côté Éducation nationale ou de certaines collectivités, pour sensibiliser les directeurs d'école à ces problématiques puisque nous y participons. L'ayant vécu moi-même dans une commune que je connais bien où l'on n'était guère intéressé, aujourd'hui, au contraire, tout le monde s'est emparé du sujet.

Je souhaite que d'autres de nos collègues ici présents, maires, avec leurs adjoints à l'Éducation nationale, puissent porter aussi ces éléments. À un moment donné, je crois que c'était Fabienne GUITARD qui portait cela. Je ne sais pas si elle continue de le faire, mais en tout cas, Céline CHARRIER se met à votre disposition pour vous donner tous les éléments pour que cela intéresse encore un plus grand nombre de collectivités.

Je pense que ce n'est pas le coût exorbitant qui nous fera reculer devant l'abondance, Monsieur le Président car 15 000 euros pour l'ensemble d'une dizaine de communes qui y participent, c'est quand même une grande réussite éducative et de conscience qui est faite. Il y a une grande motivation. Je pense que c'est du concret, non du baratin, et que cela vaut la peine. Je vous rejoins donc totalement.

Madame Michèle MURATORE. - Sur la CASA, il y a un certain nombre de manifestations auxquelles ces projets pourraient justement être attachés. Je pensais aux Souffleurs d'Avenir à Biot et sur l'arrière-pays où il y a des manifestations. Ces projets pourraient donc être présentés à cette occasion-là.

Monsieur Lionnel LUCA. - Souvent, le service Environnement y est présent personnellement avec des agents de chez nous et présente les projets de la CASA. Il y a des fêtes paysannes, des fêtes de la nature. Nous y sommes mais c'est toujours pareil, il faut prendre l'habitude de savoir qu'on est « porteur de ». Comme cela ne coûte pas très cher, on n'y prête pas attention mais cela a un bon rapport de qualité par rapport à l'investissement, par rapport à d'autres choses plus coûteuses. Donc, Monsieur le Président, merci de nous soutenir dans cette démarche.

Monsieur le Président. - Je partage complètement cet avis. Après, le grand défaut de la Communauté d'Agglomération, c'est que dans le monde, et en particulier sur le plan national, certains communiquent et ne font pas. Nous, on a pris l'habitude de faire et de ne pas communiquer.

Monsieur Lionnel LUCA. - Enfin, moins visiblement, en tout cas.

Monsieur le Président. - Moins bruyamment. Je retiens donc ce qu'ont dit Madame MURATORE et Monsieur LUCA. La prochaine fois, on aura des porte-voix.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

7. Lutte contre le frelon asiatique - Conventions de partenariat avec le Conseil départemental des Alpes maritimes - Renouvellement

Monsieur Lionnel LUCA. - Le frelon asiatique est un truc qui nous « gonfle » à la Commission Environnement, et qui revient régulièrement, vous verrez. On a également l'écureuil rouge, à savoir deux nuisibles qui nous occupent un peu trop de temps par rapport à ce qu'ils apportent à l'environnement. Il faut donc renouveler la Convention que nous avons avec le Département et que l'on n'avait pas faite en temps et heure. Il faut rattraper le temps perdu. Il n'y a pas de souci en la matière. On est 50/50. C'est un élément très destructeur et très préoccupant. Il semblerait que l'on ait un peu moins de signalements cette année que l'année précédente. Cela est-il dû au confinement ? Je n'en sais rien. On avait eu 1 624 signalements en 2018, 714 en 2019 et cette année, on est à peu près dans les mêmes eaux. Cela coûte entre 30 000 euros et 35 000 euros par an. On y participe pour 50 %. On est bien content d'avoir le Département avec nous dans cette opération. C'est efficace et permet également de répondre à l'inquiétude quelquefois exagérée de nos concitoyens. En effet, on voit parfois des nids vides, morts, car en hiver, il ne se passe rien. On nous appelle donc de manière injustifiée, ce qui ne fait rien, car cela permet de vérifier et de faire de la précaution et de l'information. Je pense donc que cela ne pose pas de problème non plus.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à la qualité de l'air.

8. Qualité de l'air - Plan de protection de l'Atmosphère des Alpes-Maritimes - Désignation d'un représentant

Monsieur Lionnel LUCA. - La qualité de l'air est un sujet majeur de plus en plus important. Dans le plan de protection de l'atmosphère des Alpes-Maritimes, il nous faut désigner un représentant. Je vous propose donc Monsieur François WYSZKOWSKI et comme supplément, Monsieur Thierry OCCELLI, dans leurs compétences et leurs connaissances, puisqu'il y a des participations à des ateliers techniques, il y a à valider les grandes orientations du plan, des modélisations. Il faut donc que nous soyons présents. J'indique une expérience personnelle menée dans ma commune, où nous avons affiché la qualité de l'air. Vous savez que, pour un maire, afficher la qualité de l'air est toujours à double tranchant. C'est lui qui est responsable du mauvais air. Nous l'avons fait avec Serge JOVER au titre de son association et de l'association AtmoSud et nous nous portons bien d'avoir affiché, lorsque l'on passe chez nous, le fait que quand c'est vert, c'est plutôt rassurant, quand c'est orange, ce n'est pas terrible et quand c'est rouge, il y a des sujets de préoccupations.

Mais je voudrais livrer à votre sagacité cette réflexion. Lorsqu'il y a eu le confinement, sur l'avenue des Plans qui mène au village de Villeneuve-Loubet, où l'on voit passer 15 000 véhicules par jour, grâce à Polygone Riviera notamment, c'est resté orange pendant trois jours, alors qu'il n'y avait plus aucun véhicule sur la route. Donc, l'instrument ne mesurait pas simplement le taux à l'endroit où cela passait, mais une atmosphère générale sur notre département. Et lorsque le déconfinement s'est produit, on est resté au vert pendant une semaine, malgré 15 000 véhicules chaque jour. Je me suis dit qu'il était déréglé, mais ce n'était pas le cas : ce n'était pas encore de nouveau pollué, comme on peut se polluer aujourd'hui.

Je pense donc qu'avoir des panneaux d'information pour nous obliger à trouver des modes doux de déplacement et des solutions de transports en commun n'est pas se porter préjudice à sa seule commune. C'est plutôt une prise de conscience générale de l'air ambiant que nous n'appréhendons pas, puisque ce que nous respirons n'est pas forcément de l'odeur, n'a pas forcément de répercussions, sauf pour les gens fragiles. Mais il s'agit quand même d'une réalité. Je vous le redis : lorsque l'on est sorti du déconfinement, le signal est resté vert 8 jours, alors que tous les véhicules passaient. C'est donc bien que l'on avait une atmosphère générale polluée. Et lorsqu'il y a des variables, c'est l'ensemble qui varie et non simplement le lieu où on l'a implanté. C'était donc une bonne expérience pratique par rapport à ce que l'on pourrait croire, car le débat « est-ce que je le mets/est-ce que je ne le mets pas », on se l'est posé nous-mêmes. On s'est dit « Serge JOVER veut nous planter pour les élections, c'est tout ce qu'il veut faire » et bien, non.

Monsieur le Président. - Il n'y est pas arrivé. Il est avec nous, donc il n'a pas pu y arriver.

Monsieur Lionnel LUCA. - C'est un exemple afin de ne pas craindre d'afficher et trouver des solutions alternatives pour responsabiliser chacun.

Monsieur le Président. - Il a raison. Je pense qu'il faut que l'on multiplie ces indicateurs sur la Communauté d'Agglomération, en particulier sur la zone littorale, avec des effets qui peuvent être surprenants. Mais il est sûr que si l'on met un capteur à la pointe du cap d'Antibes, il y a peu de chance que l'on ait de grandes difficultés et que si on le met à l'entrée de l'autoroute d'Antibes, il y a des chances qu'on ait, compte tenu de l'habitat, des déplacements... Donc, il me semble qu'on devrait les multiplier et faire un travail là-dessus. Car, l'expérience sur Villeneuve-Loubet, à partir de l'opération CASA, est troublante. Il faut que l'on comprenne mieux ce qu'il se passe dans nos territoires. Le capteur capte plusieurs paramètres et non un seul. Et, dans ces paramètres, l'influence de la chaleur, les intempéries ou autres peuvent jouer un rôle.

Je pense donc qu'il faut multiplier cette expérience-là. On n'a jamais à craindre la transparence. Après, je ne me sentrais pas extrêmement coupable si le nœud autoroutier de Sophia Antipolis montre de temps en temps quelque chose d'orange. Il faut travailler pour améliorer cette situation, mais il passe à cet endroit-là un nombre de véhicules... et c'est entouré, effectivement, d'un trafic qui est tel, que cela m'étonnerait que l'on soit vert en permanence sur cet espace. Donc, faisons-le. Cherchons ensuite les explications au phénomène, mais constatons d'abord le phénomène.

Monsieur Lionnel LUCA. - Si je puis me permettre, Monsieur le Président, un dernier mot. On m'a beaucoup reproché d'avoir mis un sens interdit dans ma commune qui est sur une route communale, laquelle servait de rocade de desserte par rapport à la 7. Or, ce n'était pas en orange que l'on était, mais en rouge permanent. Les gens risquaient leur santé en habitant là : 4 heures d'embouteillages par jour, ce qui ne faisait pas rouler plus vite sur la 7. Nous l'avons fait pour ces raisons-là. Et cela fait ricaner quand on leur dit que c'est un problème de santé publique. C'est-à-dire que les mêmes qui vont sauver la planète, parfois, ne regardent pas devant chez eux ce qu'il se passe et voudraient toujours continuer à passer avec leurs bagnoles et empoisonner la vie des autres. Mais, non. Donc, prendre cette responsabilité de modifier une circulation, permettre aux gens de retrouver leur balcon... celui qui avait son café, sa toile était tellement noire qu'on pouvait penser que les poumons des voisins étaient pareils.

Je pense que nous devons avoir cette responsabilité collective. Effectivement, on modifie des axes, cela est perturbateur et il faut trouver des solutions. La CASA nous a aidés, Président, pour changer les feux sur l'axe de la 7, afin qu'ils soient mieux coordonnés. On sait que le Département fera des ronds-points qui permettront de mieux circuler pour que l'on ne se cisaille plus sur la 7, en attendant un bus en site propre que nous avons inscrit au PDU. Il y a une cohérence politique. Et si nos concitoyens voient qu'il y a une cohérence politique, ils comprennent et ils ne nous tiennent pas uniquement pour seuls responsables.

Monsieur le Président. - Je vois que l'on suit les mêmes réseaux sociaux. Je vous propose donc François WYSZKOWSKI et Thierry OCCELLI, titulaire et suppléant, sur la représentation de la CASA au Plan de protection de l'Atmosphère des Alpes-Maritimes. Je leur demande instamment de nous aider à faire en sorte que... Oui, Monsieur JOVER.

Monsieur Serge JOVER. - Bonjour à tous. Je voulais remercier Monsieur Lionnel LUCA de toutes ces informations. Je voudrais ajouter - vous l'avez très bien dit, Monsieur le Président - que ces capteurs mesurent l'ozone et les particules fines de 10 microns, 4.5 microns, jusqu'à 1 micron. En tant que docteur, vous savez très bien que ces particules fines descendent dans les poumons et vont aller dans le sang. Et aujourd'hui, l'ARS nous dit qu'il ne faut pas seulement mesurer 10 microns - ce sont les normes appliquées en France et en Europe -, mais qu'il faut descendre plus bas, car on voit de gros problèmes au niveau de tout ce qui va dans le sang. L'ARS nous demande donc d'aller jusqu'à 4.5 et l'appareil de Villeneuve-Loubet est capable de les mesurer.

Nous mesurons aussi le dioxyde d'azote, les pollutions dues à la circulation. Lorsque je parle des « particules », ce sont aussi les feux de cheminée. Il ne faut pas l'oublier. Il faut vraiment que nos concitoyens comprennent qu'il faut arrêter de brûler. C'est très important, car cela génère aussi de grosses particules.

Par contre, cet appareil fait des mesures instantanées. C'est-à-dire que quand vous passez avec votre véhicule devant le panneau, la valeur apparaît au bout de 5 minutes. Donc, avec les embouteillages, vous êtes devant et vous voyez vraiment la pollution que vous avez. Le but est que ce soit pédagogique et non pas uniquement de la sanction. Je pense que c'est un point très important. Nous sommes membres d'AtmoSud et nous travaillons donc avec cette association sur ce projet. Je pense que c'est une très bonne chose si la CASA continue et s'engage un peu plus avec cette association pour délivrer ce genre d'appareil, comme vous l'avez souhaité.

Puisque je voudrais rebondir sur le Plan de protection de l'Atmosphère, l'association participe également et est membre du PPA. Et c'est avec plaisir que nous souhaitons travailler avec vous et avec vos titulaires et suppléants que vous avez nommés. Merci.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur JOVER. On est convaincu. Et nous sommes bien conscients que Villeneuve-Loubet est pour nous un modèle dans ce domaine, ce qui ne nous étonne pas. Mais la CASA doit maintenant développer ces capteurs et cette transparence sur l'ensemble de son territoire. Donc, je compte effectivement sur nos délégués pour faire en sorte que l'on ait cette vision. Plus la vision sera globale, plus on comprendra les phénomènes territoriaux.

Y a-t-il d'autres candidats ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

9. Commission Locale de l'Eau - Désignation d'un représentant

Monsieur Joseph CESARO. - Il s'agit de désigner un représentant à la Commission Locale de l'Eau. La préfecture des Alpes-Maritimes a saisi la CASA afin de désigner un représentant au sein du collège des collectivités territoriales de la Commission Locale de l'Eau. Conformément à la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, je vous propose de recevoir les candidatures.

Y a-t-il des candidatures ?

Je me porte candidat à cette désignation.

Monsieur le Président. - Logiquement.

Est-ce qu'il y a d'autres candidats ?

Il n'y en a pas.

Monsieur CESARO l'a déjà demandé.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Monsieur CESARO nous représentera à la Commission Locale de l'Eau.

10. Reversement de la participation du SIEF au titre de la cryptosporidiose au profit de la CASA - Convention

Monsieur Joseph CESARO. - Il s'agit du reversement de la participation du SIEF au titre de la cryptosporidiose au profit de la CASA. C'est une délibération que l'on a déjà prise pour un certain nombre de communes. Ici, il s'agit de la commune de Gourdon. La CASA s'est substituée de plein droit à la commune de Gourdon en qualité d'autorité déléguée du syndicat intercommunal.

On considère que le Service Public de vente d'eau potable de la part du SIEF auprès des communes - notamment de la commune de Gourdon et plus précisément le secteur Pont du Loup - n'a pas été rendu dans sa globalité pendant plusieurs semaines. Le SIEF a décidé, par délibération du Comité syndical en date du 10 février 2020, d'acter le principe d'une remise exceptionnelle au bénéfice des entités distributives.

Le Comité syndical a validé le versement d'une participation financière aux entités au travers d'un projet de convention jointe à la présente. Cette convention a pour objet de fixer le montant de cette participation financière. Le montant de la remise exceptionnelle a été calculé et a abouti à un total de 2 607,74 euros.

Il est proposé que l'entité distributive de la commune de Gourdon, la CASA, accepte de participer à hauteur de 50 % dans le cadre de la crise sanitaire. En conséquence, il appartient au SIEF de verser à la CASA la somme de 1 303,87 euros hors taxes, c'est-à-dire 50 % de la somme que j'avais indiquée auparavant.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver la convention relative au versement de la participation financière, d'approuver les incidences tarifaires découlant de cette convention, d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ainsi que tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - Très bien. La commune de Gourdon étant favorable à cette délibération, on passe au vote.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe à l'assainissement des eaux usées.

11. Redevance d'Assainissement - Transport et Traitement C.A.S.A. sur le zonage tarifaire des communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse

Monsieur Joseph CESARO. - Les rapports 11 et 12 que vous avez sous les yeux mentionnent : « Vu l'avis favorable du Conseil d'exploitation en date du 29 septembre 2020 ». Ce Conseil d'exploitation n'a pas pu se tenir, faute de quorum. Il convient donc de supprimer « Vu l'avis » des deux délibérations. Ces deux délibérations portent sur une décision prise à titre transitoire, afin de permettre aux communes de répondre à un appel d'offres pour le Service Public. Ces deux délibérations n'ont aucune incidence sur le prix payé par les usagers.

La première délibération n° 11 porte sur :

- Le transport et le traitement CASA sur le zonage tarifaire des communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse,
- Les missions de transport et de traitement des eaux usées des communes.

Châteauneuf Grasse et Opio étaient, du 1^{er} janvier 2007 au 31 mars 2020, confiés à la société SUEZ. Depuis le 1^{er} avril, la gestion de ces missions est assurée par la Régie Autonome qui assume l'ensemble des coûts inhérents à l'exploitation des réseaux de transport situés dans les communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse (de la station d'épuration de Châteauneuf). Il appartient donc à la CASA de définir une redevance destinée à couvrir les frais qui demeurent à sa charge pour l'exécution de ces missions et d'en fixer le montant. Il est proposé au Conseil communautaire de définir la Redevance d'Assainissement au transport et traitement CASA sur le zonage tarifaire des communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse au montant de 0.8392 euros hors taxes du mètre cube et de percevoir la redevance sur le budget de la Régie Autonome Financière Assainissement de la CASA.

Monsieur le Président. - Pas d'intervention ?

Pas de vote contre, pas d'abstention.

12. Redevance assainissement des usagers de Châteauneuf Grasse et Opio - Recouvrement et reversement la part transport et traitement - Convention avec SUEZ EAU FRANCE

Monsieur Joseph CESARO. - La n° 12 porte sur le reversement et assainissement des usagers de Châteauneuf Grasse et d'Opio et sur le recouvrement et reversement de la part transport et traitement convention avec SUEZ.

Nous sommes dans une épure comparable. La Redevance d'Assainissement facturée aux usagers des communes d'Opio et de Châteauneuf Grasse raccordées à la station d'épuration est ainsi composée de 4 parts (je passe ces 4 parts). Il est proposé :

- D'approuver la convention avec la société SUEZ pour le recouvrement et le reversement à la CASA de la part transport et traitement ;
- De rémunérer SUEZ EAU FRANCE pour ses prestations de perception et de reversement ;
- D'approuver le montant fixé pour ce recouvrement à raison de 1,50 euro par facture ;
- D'autoriser Monsieur le Président de la CASA à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

Monsieur le Président. - Même vote ?

Pas de contre, pas d'abstention. La délibération est donc adoptée.

On passe aux risques naturels majeurs et l'on se félicite que la Communauté d'Agglomération n'ait pas eu de communes lourdement sinistrées, même si chacun d'entre nous a eu quelques déblaiements et organisations à mettre en place. Je passe la parole à Jean-Pierre DERMIT qui sait de quoi l'on parle.

13. Adhésion au programme ALCOTRA - Projet Pays Résilients - Convention entre partenaires et délégataires

Monsieur Jean-Pierre DERMIT. - Monsieur le Président, chers collègues. Vous avez raison, Monsieur le Président, c'est une délibération de circonstance, au vu de ce que l'on a connu vendredi. Elle touche la lutte et la prévention contre le risque inondation. Il s'agit d'adhérer au programme ALCOTRA, lequel concerne le territoire alpin entre la France et l'Italie. La CASA a été sollicitée en tant que délégataire de la CCI. L'objectif du projet est d'augmenter la résistance des territoires ALCOTRA. Elle concerne toutes les communes de la CASA exposées au risque inondation.

Dans les actions, on va retrouver de l'achat de matériel, des travaux innovants, des actions de communication. On est sur un budget de 107 000 euros, dont un peu plus de 90 000 euros proviennent du FEDER, c'est-à-dire l'Europe.

Il est donc proposé au Conseil communautaire :

- D'approuver cette convention ;
- D'approuver les incidences financières de cette convention ;
- D'autoriser le vice-président délégué aux risques naturels à signer cette convention.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

On passe à une délibération qui est lourde de sens : la Prescription de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la CASA valant Plan Climat Air Énergie Territorial, dans lequel est inclus le Plan de Déplacement, le Plan de Mobilité.

La première des compétences de la CASA est « Aménagement du territoire et développement économique ». Dans ce contexte, cette délibération répond au premier objectif des Communautés d'Agglomération.

Je rappelle la philosophie de la CASA. La CASA cherche, comme elle l'a fait par le passé, à avoir un SCOT qui inclut désormais le Plan Climat et qui inclut le déplacement. Mais, elle n'a jamais eu la volonté de faire des PLUI, c'est-à-dire qu'elle laisse la responsabilité des PLU aux maires des communes, responsabilité et liberté de choisir, dans le cadre de ce SCOT, la façon dont on organise le territoire.

Enfin, sans dévoiler ce que vont dire Jean-Bernard MION, Lionnel LUCA et Thierry OCCELLI sur le sujet, je voudrais insister sur le fait que dans le prochain Conseil communautaire, on va définir un pacte de gouvernance. Si on le traduit de manière un peu brutale, ce pacte de gouvernance dit « Que veut-on faire de ce territoire dans le mandat qui s'ouvre ? Que veut-on faire en matière de développement économique ? Que veut-on faire en matière de développement durable ? Sophia Antipolis est-elle un modèle à poursuivre et/ou y a-t-il des modifications à apporter ? Qu'est-ce que nos cœurs de villes et nos cœurs de villages ? Comment fait-on vivre les gens ? Comment peuvent-ils se déplacer par des modes doux ou par des modes de transports publics ? Enfin, comment préserve-t-on la qualité de l'eau, la qualité de l'air, la qualité alimentaire ? » Et on développe une agriculture qui est une agriculture de proximité et biologique.

C'est dire qu'à partir de cette délibération qui remet en chantier le SCOT, après que le SCOT antérieur a été périmé, nous devons maintenant dire ce que l'on veut pour ce territoire. Et je suis persuadé que cette démarche - qui bien sûr est lente, vous le verrez - est une démarche de dialogue. C'est la raison pour laquelle, à un moment donné - tout à l'heure, nous verrons que ce moment doit être choisi opportunément en dehors de polémiques électorales ou électoralistes -, on doit demander l'avis à toute la population, ce qui n'est pas le cas dans la démarche du SCOT. Il faut que l'on ait une consultation citoyenne, moderne, car il s'agit d'un enjeu majeur. Donc, voici les deux éléments que je voulais rappeler : la prochaine fois, le pacte de gouvernance en débat ; la consultation citoyenne au milieu de la démarche qui permet à chaque citoyen de la CASA de se sentir concerné, responsable, consulté et écouté.

C'est un élément important dans la démarche de la Communauté d'Agglomération. Quand Sophia Antipolis s'ouvre il y a 50 ans, Pierre LAFITTE dit « Je veux plus de deux tiers d'espaces verts sur la technopole ». Et si nous, aujourd'hui, nous disons « Il n'y a pas plus de 10 % de constructibilité sur la technopole ». C'est un élément majeur. Si nous disons « On veut des déplacements qui soient accessibles à tous et qui soient accessibles à la fois sur le plan financier et sur le plan humain à tous », cela veut aussi dire quelque chose. Si on dit, enfin, que l'on souhaite faire de ce territoire un territoire d'exception en matière de développement durable, de manière concrète, sur l'habitat et les déplacements qui sont les grands pollueurs et dépensiers de l'énergie, cela veut dire quelque chose.

Je vous invite donc à écouter parfaitement, comme toujours, ce que dira Jean-Bernard MION de manière intelligente et pertinente - Thierry OCCELLI et Lionnel LUCA y ajouteront, puisque ce SCOT est désormais très global - et ensuite, de rentrer dans une démarche de consultation citoyenne. Je pense que, dans l'avenir, on ne pourra pas se passer d'interrogations. Lors des précédents mandats de la CASA, au milieu des mandats, on avait déjà fait une consultation avec un questionnaire envoyé à tous les habitants. Les réponses sont entre 12 000 et 15 000 personnes. Je rebondis sur ce que disait Lionnel tout à l'heure. Quand vous avez sur les réseaux sociaux des gens qui vous disent que l'on a eu tort de fermer à midi la route du bord de mer parce qu'il se mettait à pleuvoir, alors que l'ensemble de nos concitoyens avaient pu en bénéficier le matin grâce au travail de tous les services qui l'avaient nettoyée, il y a 3 personnes. Quand vous avez 12 000 personnes qui répondent qu'elles veulent un théâtre sur le territoire de la CASA, cela a plus de poids que lorsqu'il y en a 3 qui disent que cela ne sert à rien.

Donc, je pense que cette démarche démocratique doit s'inscrire de manière beaucoup plus durable, surtout sur des sujets tels que l'on va les évoquer maintenant, avec l'ensemble de nos concitoyens. C'est un climat de confiance que l'on veut remettre en place. Quand je dis « remettre en place », j'exagère, car tous les maires élus l'ont été avec la confiance de leurs concitoyens.

Mais dans un moment de doute démocratique vis-à-vis des pouvoirs publics, je pense que demander l'avis aux citoyens sur des sujets majeurs est un élément qui peut porter un territoire, bien au-delà des décisions que nous pouvons prendre de manière solitaire, même si elles sont pertinentes. Je donne donc la parole à Jean-Bernard MION.

14. Prescription de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la CASA valant Plan Climat Air Énergie Territorial - Définition des objectifs et modalités de concertation

Monsieur Jean-Bernard MION. - Monsieur le Président, mes chers collègues, merci. Mais à la limite, il ne me reste plus que deux mots à dire. Vous avez tout résumé, Président, vous avez tout dit, notamment avec clarté, car dans le SCOT, on a beaucoup d'acronymes et vous n'en avez pas utilisé. Vous avez donc déjà expliqué les grandes lignes et c'est important. Je crois que toutes les délibérations que l'on passe dans ce Conseil communautaire rentrent quasiment toutes dans le SCOT.

Par rapport à ce SCOT, des slides vont vous être présentés. Je crois qu'il faut faire beaucoup de pédagogie. C'est important. Je compte aussi sur vous, tous les vice-présidents et les élus, pour relater ces informations à vos services, notamment les services urbanisme qui sont les premiers services concernés.

Tout d'abord, qu'est-ce que ce « SCOT » ? C'est un schéma de cohérence territoriale, c'est une planification, c'est une vision au sens noble du terme, une vision intercommunale à l'échelle de 20 ans. On ne se projette pas sur quelques années. On se projette sur au moins une vingtaine d'années qui prend en compte nos territoires avec, comme l'a dit le Président, la spécificité de chacun et l'autonomie de chacun, en organisant la consommation de l'espace, en maîtrisant l'élément économique, l'urbanisme commercial, la construction, l'habitat, le logement, les mobilités - Thierry OCCELLI nous en parlera tout à l'heure - et tout ce qui est équipement et services. Bien évidemment, Lionnel LUCA abordera la transition écologie et énergétique qui est importante et qui n'a pas attendu un verdissement, depuis quelques semaines ou quelques jours, pour s'interroger sur ce qui peut se faire en la matière dans telle ou telle commission, tout comme l'agriculture et la préservation des ressources naturelles.

Ce schéma de cohérence territoriale est intégrateur, mais il existe une hiérarchie des normes et des lois. Je ne vais pas toutes vous les lire, mais il y a la loi Littoral, la loi Montagne. Il y a un schéma régional et aujourd'hui, à l'instant même, à l'Hôtel de Région à Marseille, a lieu la première conférence. En effet, cela fait un an que le SRADDET, ce Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires, a été approuvé. Tout à l'heure, on aura d'ailleurs une délibération, cher Éric MELE, au sujet du SRADDET, sur les déchets.

Ce SCOT est donc intégrateur puisqu'il vaut Plan Climat Air Énergie Territorial, comme l'a dit le Président. Il intègre le Plan Local de l'Habitat, l'ancien PDU, le Plan de Développement et Mobilité. Et en ce qui concerne nos PLU ou nos cartes communales, nous devons tous être en conformité avec notre SCOT. On en parlera en Commission Thématique, mais il est important d'en parler à vos adjoints à l'urbanisme et à vos services.

Quelques mots rapides sur les différences entre le SCOT et le PLU carte communale. Le SCOT est le document au-dessus. C'est le document qui ne va pas à la parcelle, comme vous êtes tous au courant dans vos communes. Vous avez des PLU. Je pense qu'il n'y a plus de SCOT, mais on a tous, quasiment, des Plans Locaux d'Urbanisme ou des cartes communales. Et à ce moment-là, effectivement, on va à la parcelle, on va à la problématique spécifique. Là, c'est un document qui est intégrateur de tous les plans locaux. Comme je vous le disais, c'est un document qui a une vision qui sort, qui dépasse nos territoires municipaux, puisque c'est évidemment communautaire avec une vision à 20 ans. Toutes les délivrances d'autorisation d'urbanisme devront être conformes à ce SCOT.

Petite histoire rapide sur le bilan du SCOT, puisque l'on ne le crée pas ex nihilo aujourd'hui. Le SCOT date du périmètre de 2008, où la CASA avait 16 communes. Vous les voyez, vous vous retrouvez certainement. À l'époque, les 3 objectifs étaient le PADD, le Plan d'Aménagement et de Développement Durable du SCOT de 2008. À l'époque, c'était affirmer la place de la CASA pour suivre et renouveler l'attractivité de la CASA, avec l'assurance d'un développement maîtrisé et un renforcement du ville/pays, ce qui a été fait, je crois, depuis plus d'une dizaine d'années.

Concernant l'évolution des documents d'urbanisme, on le voit, beaucoup de communes étaient au POS. Très peu étaient au Plan Local d'Urbanisme, le plan d'occupation des sols. Vous voyez l'évolution entre les différentes communes, l'agrandissement de la CASA avec, certes, quelques cartes communales, mais maintenant, avec une grande partie des communes qui sont en PLU. L'objectif était également la limitation de la consommation foncière. Elle a été divisée par 3 entre 2009 et 2018, sur 9 ans. Vous voyez les efforts faits entre 1999-2009 et 2009-2028.

La protection des espaces naturels et agricoles est également importante (Gérald LOMBARDO y a contribué) :

- Sur tout ce qui est « espaces agricoles », 57 % du territoire en 2008 est en espace naturel protégé ;
- Les PLU qui sont entrés ont regardé les zones naturelles et les zones agricoles et a contrario, les zones urbaines ou celles qui sont à urbaniser et une baisse est très nette.

Néanmoins, il existe une forte dynamique de constructions neuves. Si l'on compare l'agglomération de la CASA par rapport à la CAPG ou aux Pays de Lérins, il n'y a pas à rougir par rapport à la situation. Il y a de la dynamique, il y a de la nécessité, puisque l'on crée plus de logements qu'il n'y a de besoin de populations.

En termes de dynamisme économique également, le taux d'emploi de la CASA est important, avec + 2 % en 2008-2018, avec la technopole de Sophia Antipolis et la création de 14 zones d'activité économique. Et quand on voit ensuite le Département, la Métropole, la CASA se trouve en 3^e position, bien avant la CAPG et la CAP Pays de Lérins. Je vais passer la parole à Thierry OCCELLI sur la mobilité infrastructure qui fait partie intégrante de notre SCOT.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Merci, Jean-Bernard. J'ai pour habitude de dire, et j'en suis toujours persuadé, que la mobilité dans ce SCOT est obligatoire. C'est un sujet majeur, car on est tous plus ou moins en train de développer de l'habitat, de nouveaux quartiers. Mais si l'on n'arrive pas à circuler entre eux, si l'on n'arrive pas à circuler pour aller sur son lieu de travail, c'est que l'on n'a pas compris que la mobilité est un sujet majeur. C'est pour cela que je suis très heureux de participer à ce travail, avec toi, Jean-Bernard, ainsi que Lionnel LUCA pour l'environnement. Ce sont trois sujets qui s'entrecoupent et qui se travaillent ensemble.

Vous allez avoir quelques sujets au niveau de la mobilité. Ce qu'on a fait à la CASA depuis quelques années, c'est :

- Un effort majeur sur le transport public et sur l'intermodalité (vous l'avez tous constaté) ;
- Moderniser notre réseau de transport, y compris le système billettique qui a évolué au fil des années ;
- La réalisation de notre TCSP, notre bus-tram en site propre qui continue d'avancer ;
- La réalisation et le renforcement des pôles d'échanges intermodaux, gare routière et ferroviaire (on a travaillé sur les deux sujets) ;
- L'aménagement de parkings d'écomobilité (on en a créé 3 ces dernières années) ;
- La mise en place d'une tarification intermodale (tout à l'heure, une délibération traitera de ce sujet d'intermodalité sur l'ensemble des Alpes-Maritimes et même de Monaco) ;

- Un essor considérable au niveau de la qualité de l'air sur les modes doux et les modes actifs (Thierry LUCA en parlait précédemment).

Vous savez que l'on porte un Plan vélo ambitieux, sérieux et volontaire. Quand on a commencé à parler du Plan vélo, il y a quelques années, on a mis en avant les bouchons, à savoir les automobilistes qui étaient seuls dans les voitures pour rentrer sur Sophia le matin et repartir le soir. On a donc lancé ce Plan vélo en essayant de diminuer d'abord les bouchons. Mais rapidement, avec le Président, on s'est aperçu qu'un sujet de santé publique venait à égalité avec les perturbations routières, voire était même parfois supérieur.

Donc, santé publique, qualité de l'air et sport également (on peut faire un peu de sport le matin en venant au travail). Il est important de dire qu'il y a plusieurs vélos, mais à la CASA, nous avons travaillé essentiellement sur le vélo domicile-travail. C'est notre sujet principal. Certains d'entre vous font du vélo de manière sportive ou de loisirs, mais on a vraiment travaillé sur le domicile-travail et l'arrivée des vélos à assistance électrique a été le grand « boum ». Dès que ces vélos sont arrivés sur le marché en étant plus ou moins à la portée de tout le monde, on a énormément travaillé sur ce Plan vélo, avec plein de sujets que vous connaissez par cœur, mais que je vais redire rapidement :

- La CASA du vélo à Garbejaire Sophia, où l'on a mis des vélos, des VAE en prêt, donc gratuits, sur une durée définie, pour que tous les usagers ou les gens qui ont l'intention de découvrir ce vélo à assistance électrique puissent en prendre connaissance. Cela continue avec 2 à 3 mois d'attente avant d'avoir un vélo ;

- Le cœur d'Antibes, Place Guynemer, où l'on a mis une annexe, une succursale, où l'on a quelques vélos qui sont également mis gratuitement à disposition du public, mais un peu différemment (sur des journées par rapport à des marchés, par rapport à une situation qui est en cœur de ville et qui est tout à fait différente de domicile-travail sur la technopole).

Il y a donc 100 km d'aménagement vélo qui sont en cours, qui sont prévus. Lorsque je dis « aménagement vélo », je corrige, car en fait, ce sont des « itinéraires vélos » que l'on travaille avec les communes. Vous savez que la majeure difficulté de ce Plan vélo est la réalisation des infrastructures. En effet, la CASA ne possède pratiquement pas de réseaux routiers, pratiquement pas de patrimoine foncier. On est donc obligé de travailler avec le Département - lequel nous aide et est partant sur le sujet -, ainsi qu'avec vous, mes collègues maires, sur les communes, car vous êtes gestionnaires de ce foncier.

On a également mis en place des consignes à vélos, des parkings d'écomobilité. On a une importante consigne à vélos sur le PEA d'Antibes, une importante consigne à la gare ferroviaire et routière de Villeneuve-Loubet sur la nationale 7. De plus, on en a une qui se construit cette semaine, celle-ci étant déterminante sur le dernier kilomètre. En effet, le bus-tram arrive, mais les gens qui travaillent sur Sophia ont besoin d'une mobilité sur les derniers kilomètres. Une consigne à vélos arrive donc à Saint-Philippe cette semaine et ce sera tout neuf et tout nouveau.

Par ailleurs, sur l'ensemble du territoire, 24 box sécurisées vont être également mises en place

De plus, l'amélioration du réseau routier est réalisée en collaboration avec le Département des Alpes-Maritimes, avec du cofinancement pratiquement 50/50 (50 % CASA et 50 % département). C'est pour cela que vous voyez actuellement quelques chantiers pour résoudre nos problèmes de routiers, notamment le matin et le soir. La plus grosse réalisation que la CASA ait faite depuis quelques années est ce maillage routier très compliqué sur les Trois Moulins (sortie et traversée de l'autoroute), en participation avec ESCOTA.

Il y a également la mise en place du Conseil en Mobilité, l'accompagnement des projets innovants, la navette autonome sans chauffeur. Toujours sur Saint-Philippe à Biot - car il s'agit de

l'endroit idéal pour faire des expérimentations - on a un deuxième projet qui verra le jour, mais que l'on a mis en stand-by en raison de la situation économique et sanitaire.

Voilà pour ce qui concerne les sujets de mobilité. J'interviendrai plusieurs fois dans l'après-midi, car j'ai plusieurs délibérations qui s'entrecroisent et s'entrecoupent, mais on est toujours sur les mêmes sujets. Merci, Monsieur Jean-Bernard MION.

Monsieur le Président. - Merci, Jean-Bernard, merci, Thierry, Monsieur Lionnel LUCA, puisque désormais, le Plan Climat Air Énergie Territorial est dans le SCOT.

Monsieur Lionnel LUCA. - Oui, c'est quelque chose de très important. Il faut se réjouir du fait que les documents d'urbanisme prennent désormais totalement en compte toutes ces préventions sur l'environnement et l'aménagement futur. Et opposer « développement » et « environnement » n'a pas grand sens dans la mesure où il faut assumer, pour chacun d'entre nous, l'emploi, car cela fait aussi partie des préoccupations par rapport à ce qui favorise l'installation des entreprises qui donnent du travail et à tout ce qui permet de respecter cet environnement. Donc, cette compatibilité au travers du Plan Climat Énergie que l'on a débordé, du SCOT, nous-mêmes, puisqu'avec nos voisins, grâce à toi, Jean, les autres coopérations intercommunales... Parce que cela ne s'arrête pas qu'à nos limites non plus et de transposer cela dans sa globalité me paraît tout à fait judicieux.

Donc, nous sommes sûrement l'une des Communautés d'Agglomération la plus naturelle de ce département avec un littoral. Il y a bien sûr d'autres Communautés sur l'arrière-pays, mais quand même. On ne le dit pas assez souvent, on ne le perçoit pas assez souvent. On a bien sûr les inconvénients de circulation - on vient de l'évoquer -, mais tout de même. C'est une Communauté d'Agglomération à taille humaine dans laquelle chacun peut se retrouver en termes de responsabilités et sur laquelle il y a des parcs naturels départementaux, des lieux, des espaces, ce qui était d'ailleurs plutôt bien perçu pendant le confinement. Il s'agit de mieux coordonner tout ce qui s'est déjà fait grâce à toutes les communes et d'en assumer les contraintes qui sont fixées, la gestion des risques naturels que nous connaissons tous et qui vient d'être vécue encore.

Je voudrais faire un aparté peut-être un peu iconoclaste pour dire que ce qu'il s'est passé ce week-end a démontré qu'au-delà de l'impact humain, il y a aussi l'humilité devant la nature. Ce qui est tombé sur Saint-Martin-Vésubie, sur la Roya ou autres, est tombé en milieu naturel. Pourquoi cela est-il tombé là ? Ce ne sont pas les immeubles de la Roya qui ont attiré les drames que l'on connaît et on pouvait s'attendre au pire en aval. On se souvient de novembre 1994 et des ravages dans la plaine du Var. Pourtant, cette fois-ci, la plaine du Var qui a été malmenée a quand même pas trop mal supporté ce qui était énorme derrière. Cela est peut-être dû aux travaux qui ont été faits par le Conseil départemental sur les berges du Var depuis maintenant une vingtaine d'années par la ville de Nice. Et tous les aménagements qui ont été faits - avec les obligations de la loi sur l'eau et de bassins de rétention - font que, bien sûr l'eau est là, bien sûr il y a des dégâts, bien sûr il y a des menaces, mais tout de même. Car ce qu'il s'est passé derrière devait entraîner un autre tsunami sur l'aval et pourtant, cela n'a pas été le cas.

On a toujours les commentateurs « à deux balles » des chaînes médiatiques que l'on connaît bien, l'académie BFM, l'académie LCI, l'académie CNews, etc., avec des gens qui viennent causer de trucs qu'ils ne connaissent pas, et s'ils pouvaient faire quelques études de géographie et d'hydrologie pour dire des choses sérieuses, cela ne serait pas mal. Il n'y a donc pas de fatalité, par contre, il n'y en a qu'une : quand il vous tombe 7 mois de flotte à un endroit en quelques heures, vous pouvez faire tout ce que vous voulez, la danse du ventre, tourner en rond autour d'un chapeau, cela ne changera rien.

Donc, la modestie, l'humilité devant Dame Nature qu'on ne maîtrise pas et notre action qui doit effectivement organiser, protéger les humains, tel est le défi de l'environnement dans le développement. Je pense qu'avec Jean-Bernard et Thierry, on pourra peut-être, sans se prendre trop au sérieux, apporter quelques réponses.

Monsieur le Président. - Merci, je redonne donc la parole à Jean-Bernard MION pour les procédures et la perspective.

Monsieur Jean-Bernard MION. - Merci, Monsieur le Président. Le SCOT, quelques équipements structurants. Vous voyez que le SCOT n'est pas là pour embêter les collectivités, bien au contraire. Regardez ce qu'il a permis, entre autres, en développement économique, en mobilité, en culture, en sport, en déchets, en agriculture et autres. Regardez tous les équipements communautaires de la CASA.

Une question qui a été indirectement abordée par Thierry OCCELLI et Lionnel LUCA, puisque l'on a travaillé ensemble dans la mesure où c'est transversal : pourquoi, aujourd'hui, lancer un nouveau SCOT qui vaut Plan Climat Air Énergie et pourquoi prendre la suite du PDU avec ce Plan de Mobilité ? On pourrait effectivement se poser la question. Justement, c'est une chance, une anticipation aussi. En effet, il ne vous a pas échappé que la loi d'Orientation des Mobilités - qui était le cadeau de Noël de décembre 2019, puisqu'elle a été votée le 24 décembre - permet de faire une évolution de tout ce qui est cadre et contenu des plans de déplacements urbains, avec la transformation des Plans de Mobilités qui entrent en application au 1^{er} janvier 2021. Les services avaient travaillé à ce sujet.

Il ne vous a pas échappé non plus qu'il y a eu quelques changements avec des élections, notamment au mois de mars ou juin derniers. C'est vrai qu'il fallait être prêt. C'est ce que les services ont fait. C'est aussi le travail - on a la chance d'avoir un député parmi nous aujourd'hui et on aura bientôt une sénatrice - qui nous a permis de suivre en amont et de pouvoir être prêts au moment voulu.

L'ordonnance du 17 juin dernier a également précisé les modifications du contenu et de la structure des SCOT pour prendre en compte les enjeux de la transition énergétique et climatique, sujet qui était autre que dans les cartons, puisque Lionnel LUCA avait déjà travaillé sous la présidence de Jean LEONETTI sur ce dernier mandat. Donc vous voyez que tous les ingrédients étaient pris au niveau de la CASA. Il manquait le phasage et le timing. Avec la loi LOM et l'ordonnance du 17 juin dernier, « il n'y avait plus qu'à » et c'est justement ce qui a été fait avec les services. J'en profite pour les remercier, si vous me le permettez, Monsieur le Président. Dans ce nouveau contexte réglementaire, nous avons décidé de lancer deux démarches qui sont transversales, je le répète, grâce à Thierry OCCELLI et Lionnel LUCA. Donc, concernant ce nouveau SCOT, ce SCOT modernisé qui vaut donc Plan Climat Air Énergie sur le territoire de la CASA, ce PDM qui se substitue au PDU arrêté en décembre dernier, quels sont les objectifs ?

- Mobiliser les élus et les acteurs du territoire :

Je vous le disais tout à l'heure en préambule. Puisque cette vision que nous devons partager se fera sur au moins 20 ans, il faut que l'on soit uni, cohérent et que les politiques sectorielles s'harmonisent.

- Favoriser les transitions énergétiques et écologiques :

Je ne m'attarderai pas sur ce que Lionnel vient de dire très clairement.

- Se fixer des objectifs.

En effet, l'objectif du SCOT n'est pas simplement de « faire joli », de faire une concordance ou d'être dans les clous. C'est d'avoir quelque chose de chiffré, d'avoir quelque chose d'opérationnel,

d'avoir quelque chose que l'on puisse utiliser en optimisant toutes les ressources et les moyens mis à nos dispositions.

Concrètement, de quoi ce nouveau SCOT se compose-t-il ? Nous avons ce SCOT classique, le SCOT approuvé en 2008 avec les 16 communes originaires. Ce SCOT modernisé aujourd'hui avec l'ordonnance du 17 juin dernier, avec ce projet politique d'aménagement à 20 ans, ce document d'orientations et d'objectifs, il faut que nous l'écrivions, avec - vous le savez, quand vous faites vos plans locaux d'urbanisme - des parties réglementaires, des parties prescriptibles, des orientations chiffrées. Ce n'est pas simplement un copier/coller d'un SCOT. Il faut travailler, l'écrire ensemble. Il y a des diagnostics que nous avons déjà, il y a une expertise, une expérience du SCOT de la CASA depuis 2008, il y a différents programmes, avec notamment le Plan Climat Air Énergie, cher à Lionnel LUCA.

Vous voyez donc que l'on passe du Plan Climat CASA au Plan Climat Air Énergie Territoire qui fait suite à ce premier Plan Climat de 2013. Cette nouvelle ambition, ce nouveau document a plusieurs objectifs : l'intégration au SCOT, la maîtrise de la consommation d'énergie (nous sommes en plein dedans), le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de la qualité de l'air (je vous disais que toutes les délibérations aujourd'hui s'inscrivent dans ce sens), l'adaptation face au changement climatique dont Lionnel a parlé tout à l'heure.

Ce diagnostic, ce nouveau plan pourrait être fait uniquement au sein de la CASA, mais, non. La volonté du Président LEONETTI, puisque c'est une démarche volontariste et en aucune manière obligatoire, est d'échanger avec les autres agglomérations, avec la CAPG, avec la CAPL, par l'intermédiaire du pôle métropolitain qui a déjà été effectué depuis sa mise en place. C'est ce diagnostic. Je vous disais tout à l'heure que le SCOT est effectivement sur les PLU, mais en accord, et non en contradiction avec les PLU. En effet, il y aurait pu y avoir un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, ce qui n'est pas le souhait de la CASA. Chaque maire, chaque commune gardera son Plan Local d'Urbanisme.

Donc, quelques mots - Thierry, tu as déjà abordé la question -, mais un petit rappel du PDU au PDM. Aujourd'hui, il faut s'habituer au PDM (on utilisait tout le temps l'acronyme PDU). Par rapport aux différents objectifs, vous avez pu voir qu'en 2019, il y avait eu une large concertation sur ce PDU. Justement, je voulais en profiter pour faire la transition - je vous fais grâce de toutes les dates que nous avons abordées tout à l'heure -, pour revenir au calendrier prévisionnel qui est important. La concertation, le Président l'a dit, il y tient et je pense qu'il a raison, est effectivement un sujet d'envergure. Je me répète, mais c'est un sujet qui a une vision sur 20 ans et qui prendra du temps à être élaboré. Nous sommes en 2020, mais la fin de l'année va vite arriver. En fin d'année, on va prescrire le SCOT 2021. L'année 2022 est quasiment demain, avec une large concertation publique qui sera faite pour que l'on ait vraiment un retour de nos administrés en ce sens

Après, il y a divers scénarios : une longue phase d'instruction, une phase d'approbation qui serait souhaitable en 2024 (c'est à marche forcée, tout en respectant la législation et surtout la concertation).

J'insiste sur le point de la concertation. Avec Thierry OCCELLI et Lionnel LUCA, sous la direction du Président LEONETTI, nous allons rendre nos bâtons, pas encore de maréchal, mais de pèlerin, si je peux encore le dire aujourd'hui, pour aller voir quasiment toutes les communes individuellement ou collectivement, pour discuter avec chacun d'entre vous, les maires, les adjoints à l'urbanisme, les services, pour travailler, pour écrire ce SCOT en co-construction avec vous, avec les techniciens. Car aujourd'hui, outre la volonté politique, il y a une grande technicité à avoir. Évidemment, la concertation est quasi obligatoire avec les personnes publiques associées et autres. Cette concertation publique sera importante en 2022, puisque tout le monde pourra s'exprimer et que personne ne pourra dire après « je n'étais pas courant » ou « je ne savais pas ». C'est la raison pour laquelle on a beaucoup de pédagogie à faire. Il y aura une délibération en Conseil communautaire en 2024, puis, il faudra que les Conseils municipaux mettent leurs PLU en conformité avec ce point-là.

J'insiste bien sur la volonté du Président LEONETTI. Ce document qui sera élaboré en co-construction, avec tout le monde, comporte 3 phases.

Pour la 1^{re} phase, avec Thierry OCCELLI et Lionnel LUCA, nous ferons le point avec vos services. Les Directions de la CASA vont également faire un point avec les services spéciaux des différentes communes.

On attaquera la 2^e phase avec la concertation publique, avec un site Internet CASA qui sera dédié (CASA 2040). Lionnel, tu l'as bien dit, ceux qui veulent râler aiment aller sur les réseaux sociaux et sur les sites. On leur donne l'apport aujourd'hui. Il y a donc différents supports d'information : la presse, des réunions publiques et une adresse mail dédiée *casa2040agglocasa*.

La concertation des partenaires porte donc sur tout ce qui concerne les collectivités, les sollicitations du département, les ABF et autres.

Brièvement, juste quelques mots sur le pilotage, avec tous les services qui sont concernés, qui restent à vos dispositions, comme les délibérations qui seront prises. Il y en aura 4 principales : les prescriptions du SCOT, le débat d'aujourd'hui sur les projets d'aménagement, le bilan de la concertation de 2022-2023, ainsi que l'approbation sur la dernière année 2024.

J'espère ne pas avoir été trop long. Rassurez-vous, nous serons à vos dispositions. Vous pourrez avoir des questions techniques sur vos conformités par rapport au PLU, sur les autorisations que vous avez l'intention de délivrer, sur vos modifications de Plans Locaux d'Urbanisme, ou, pour ceux qui n'y sont pas encore, de création de PLU. Les services, et moi en première ligne, seront à vos dispositions pour vous exposer et vous expliquer tous les côtés techniques. Merci, pour votre écoute, Président.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le vice-Président, pour votre engagement dans ce domaine. Il n'y a pas d'intervention ? On part sur un long chemin, comme l'ont très bien dit Jean-Bernard MION, Thierry OCCELLI et Lionnel LUCA, mais c'est un chemin ambitieux et un projet de territoire. Donc, c'est technique. Bien sûr, quand vous allez dire dans la rue « On va vous demander votre avis sur le SCOT », cela ne passionnera pas les foules. Mais si l'on explique bien ce qu'est un SCOT et ce que l'on veut pour l'avenir, à ce moment-là, je crois que l'on aura une réponse de notre population et un débat citoyen qui nous enrichira.

Je vous propose donc le vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

On passe au point suivant.

15. Fédération Nationale des SCOT - Adhésion et désignation des représentants

Monsieur Jean-Bernard MION. - Je vais faire très court, Monsieur le Président. Il y a effectivement une Fédération Nationale des SCOT et nous proposons d'y participer. La participation annuelle est de 1 792,96 euros, 1 euro par habitant, l'objectif étant d'avoir un appui, de s'appuyer sur cette spécificité et cette aide qu'ils peuvent nous apporter.

Dans un premier temps, la volonté est donc d'approuver l'adhésion et de désigner 2 représentants, votre serviteur en tant que titulaire et Thierry OCCELLI en tant que suppléant, pour participer aux Instances de la Fédération Nationale des SCOT.

Monsieur le Président. - Sur l'adhésion, je vous demande votre avis.

Pas d'opposition ?

Pas d'abstention ?

Sur la désignation, je demande s'il y a d'autres candidats. Il n'y en a pas d'autres ?

On passe au vote.

Jean-Bernard MION, Thierry OCCELLI, personne n'est contre ni s'abstient ?

Ils sont élus.

On passe au point suivant avec Michel ROSSI.

16. Participation des médiathèques communautaires au catalogue collectif des bibliothèques de l'enseignement SUDOC - Convention de partenariat avec l'Université Côte d'Azur - Renouvellement

Monsieur Michel ROSSI. - Merci, Monsieur le Président. Il y a 2 délibérations assez rapides. La première a trait au catalogue collectif des bibliothèques de l'enseignement appelé « SUDOC », lequel est tenu par l'Université de la Côte d'Azur. Il s'agit donc d'une convention de partenariat avec cette Université.

La première convention date de 2013. Elle a été renouvelée en 2016 et nous vous proposons de la renouveler encore 1 an, renouvelable 3 fois.

Monsieur le Président. - Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. La suivante.

17. Règlement intérieur des médiathèques communautaires - Modifications

Monsieur Michel ROSSI. - La suivante a trait au Règlement intérieur des médiathèques communautaires et à des modifications mineures.

Une première modification limite le nombre de réservations ou de transferts de documents à 3 au lieu de 6. Cette diminution permet de toucher un plus large public.

Les horaires d'ouverture de la médiathèque des Semboules, pour être également plus utiles au public, sont modifiés.

Et enfin, les crédits d'impression sont utilisables uniquement dans la médiathèque où ils ont été acquis, ce qui est bien normal.

Voilà, Monsieur le Président, ces quelques modifications mineures.

Monsieur le Président. - Très bien. Personne n'est contre ni s'abstient ?

La délibération est adoptée. On passe au point suivant, avec Monsieur Gérard LOMBARDO.

18. Commission de Contrôle Financier (CCF) - Création et composition

Monsieur Gérard LOMBARDO. - Merci, Monsieur le Président. Je rappelle que cette Commission qui se crée doit assurer une mission spécifique de contrôle des comptes des entreprises concessionnaires de Service Public, des associations percevant des subventions versées par la CASA, ainsi que des sociétés bénéficiaires d'une garantie d'emprunt accordée par l'Établissement Public de Coopération Intercommunale. Il nous revient donc de fixer librement par délibération la composition et la fréquence des réunions de cette Commission.

Il vous est donc proposé aujourd'hui la présidence de Monsieur Gilbert HUGUES pour cette Commission, ainsi que d'autres membres : moi-même, Madame Françoise THOMEL, Monsieur Gilbert TAULANE et Monsieur Serge AMAR.

Je rappelle que cette Commission a pour but de contrôler et de se réunir au moins une fois par an, sur convocation écrite de son Président.

Monsieur le Président. - On passe au vote sur la création et la composition.

Sur la création, pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

Sur la composition, les membres cités, HUGUES, LOMBARDO, THOMEL, TAULANE, AMAR.

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

Gilbert HUGUES, délégué au contrôle des organismes subventionnés, Président.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

On passe à la suivante.

19. Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) - Création et approbation de la liste des membres proposée à la Direction Départementale des Finances Publiques

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Encore une fois, on est dans une obligation législative, à savoir, créer cette Commission Intercommunale des Impôts Directs. Cela existait dans toutes nos communes. Ici, il s'agit de la CIID, une Commission qui est présidée par le Président de l'EPCI et qui doit comporter 10 commissaires titulaires et 10 commissaires suppléants.

Pour cela, il a été fait appel à l'ensemble des communes pour que chacune d'elle puisse proposer, dans le cadre normal d'une concertation avec l'ensemble des communes, des candidats susceptibles d'être titulaires ou suppléants. La désignation finale des commissaires est effectuée par le Directeur Régional Départemental des Finances.

Dans cette logique, vous avez une liste qui est associée à cette délibération. Je rappelle que cette Commission participe à la détermination des paramètres d'évaluation, signale à l'administration fiscale les changements affectant les locaux professionnels et mène des actions de fiabilisation des bases.

Monsieur le Président, il convient donc d'approuver le principe de création de cette Commission et d'approuver la liste des membres potentiels de la CIID qui sera proposée au Directeur Régional Départemental des Finances Publiques.

Monsieur le Président. - Sur la création, même chose, personne n'est contre ni s'abstient ?

On n'a d'ailleurs pas le choix.

Sur les membres dans chaque liste qui ont été proposés comme commissaires titulaire et suppléant, personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

On passe au point suivant.

20. Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges (CLETC) - Création et composition

Monsieur Gérald LOMBARDO. - La CLETC (Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges) se crée et s'installe afin d'évaluer les coûts et le transfert de compétences chaque fois que cela sera nécessaire. Dans la configuration initiale, il est proposé de garder la CLETC qui existait, qui existe depuis le début, à savoir : la composition de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges est ouverte à tous les membres du Conseil communautaire, soit les 80 élus qui seront associés à un Comité technique regroupant au minimum les maires des communes membres, pour préparer les travaux de ladite Commission.

Monsieur le Président. - C'était un choix que l'on avait fait : dire que vous êtes tous membres de la CLETC, parce qu'il y a une diversité, parce que quand on fait des transferts de villages, de villes, à la Communauté d'Agglomération, il faut évaluer ce que l'on transfère financièrement et évaluer dans la durée. Exclure une partie d'entre vous n'a donc pas de sens et ne mettre que quelques villes représentantes n'a pas de sens non plus. Finalement, le choix est que le Conseil communautaire, c'est la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe au point suivant.

21. Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) - Exonérations au titre de l'année fiscale 2021

Monsieur Gérald LOMBARDO. - Encore une fois, la Communauté d'Agglomération a la possibilité d'exonérer de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères les personnes assujetties qui font appel à un prestataire de service pour la collecte du traitement de leurs déchets. Il est rappelé que seuls les locaux dûment identifiés pourront bénéficier d'une exonération de la TEOM.

La présente délibération propose également d'exonérer de TEOM des locaux appartenant à différents propriétaires au titre de l'année 2021. Cette exonération est facultative. Elle n'est applicable que pour une seule année et doit être reconduite chaque année sur présentation de l'ensemble des documents. Seuls peuvent bénéficier de cette exonération tous ceux qui remplissent les conditions.

Il existe un état récapitulatif de plus d'une quarantaine de sociétés, d'entreprises qui ont fait l'objet de cette demande et qui vont faire l'objet de cette exonération. Tout ceci a été passé au crible par nos services. Vous êtes donc invités à accorder cette exonération de TEOM à tous ceux qui en font la demande. Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe au point suivant. Le Président POMA nous présente ces délibérations.

22. Mise à disposition partielle du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux - Convention de mutualisation - Renouvellement

Monsieur Frédéric POMA. - Merci, Monsieur le Président.

Concernant la délibération n° 25, la ville d'Antibes-Juan-les-Pins et la CASA se sont dotées, en 2017, d'un Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux mutualisé, rattaché

au Directeur Général des services. La Convention de mutualisation étant arrivée à échéance, la ville d'Antibes-Juan-les-Pins et la CASA conviennent de poursuivre cette collaboration pour 3 ans.

Il est donc demandé au Conseil communautaire d'approuver les termes de la Convention de mutualisation du Directeur des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux, de m'autoriser à signer ladite Convention et de m'autoriser à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Président. - Merci. Donc, mutualisation. Il y a d'ailleurs une réflexion à avoir sur une nouvelle étape de la mutualisation. Je l'ai faite antérieurement dans la concertation et si l'on devait faire une nouvelle étape, elle se ferait dans les mêmes dispositions. Aujourd'hui, c'est cette mutualisation qui se renouvelle. Je pose la question. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. On passe au point suivant.

23. Ajustement du tableau des effectifs

Monsieur Frédéric POMA. - Le tableau des effectifs est donc réajusté régulièrement. Suite au Comité technique du 21 septembre dernier, dans la délibération qui fait 7 pages, pour résumer, il y a 6 grands chapitres :

Chapitre 1 : la réorganisation des Directions sans création de poste, 4 Directions sont concernées :

La Direction Générale des Services, 1 poste : la transformation d'un poste de Chargé de Développement Thématique en Délégué aux Affaires Institutionnelles.

La Direction Architecture Bâtiment, 3 postes :

- La transformation d'un poste de Chargé de Projets en Responsable Thématique ;
- La création d'une Unité Gestion Administrative et Financière ;
- Le transfert du poste d'Assistant de Direction au sein de cette nouvelle Unité Gestion Administrative et Financière.

La Direction Exploitation Environnement, 1 poste : la requalification du poste de Responsable du Service Exploitation.

La Direction Mobilité Déplacements Transport, 1 poste : la suppression d'un poste de Responsable de Gestion.

Chapitre 2 : la réorganisation des Directions avec création de postes, 2 Directions sont concernées, avec 4 postes concernés.

La Direction GEMAPI Eaux Pluviales :

- La transformation d'un poste de Responsable de Gestion en Responsable Thématique ;
- La création d'un poste de Responsable de Gestion ;
- Le changement de rattachement hiérarchique pour 2 Unités : l'Unité MOE Travaux et l'Unité Relations Communes et Usagers.

La Direction Voirie et Grands Projets : la création d'un poste non permanent de Chargé de Projet dans le cadre d'un contrat de projets.

Chapitre 3 : la transformation de postes avec modification du Tableau des Effectifs et création de 2 postes. Là encore, la CASA constate une rotation de ces personnels liée à la nomination par voie d'avancement de grade, de promotion interne ou de réussite de concours. Ces mouvements nécessitent l'ajustement du Tableau des Effectifs et vous l'avez dans les pièces annexes.

Chapitre 4 : les contrats de projets qui sont des missions identifiées pour une période maxi de 6 ans, 2 Directions sont concernées avec 2 contractuels.

Chapitre 5 : l'emploi temporaire et saisonnier, il s'agit de l'augmentation de l'enveloppe de 9 mois.

Chapitre 6 : emplois accessoires et occasionnels, lesquels concernent les renforts et les emplois ponctuels, par exemple, les vacations, ce qui concerne 1 apprenti.

Par rapport à tout ce que je viens de vous dire, il est demandé au Conseil communautaire d'approuver la réorganisation de la Direction Générale des Services, d'approuver la réorganisation de la Direction Architecture Bâtiment, d'approuver la réorganisation de la Direction Exploitation Environnement, d'approuver la réorganisation de la Direction Mobilité Déplacements Transports, d'approuver la réorganisation de la Direction GEMAPI Eaux Pluviales et d'approuver la réorganisation de la Direction Voirie et Grands Projets.

Monsieur le Président. - Vous avez bien compris que ces transformations se font en concertation et à l'unanimité avec les partenaires sociaux et qu'elles ne créent pas de poste. Ce sont des transformations de postes, car on est vigilant sur le fait que si l'on crée des postes supplémentaires, c'est autant de marge de manœuvre supplémentaire que l'on s'interdit.

Je vous demande donc d'approuver la délibération présentée par Frédéric POMA.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

On passe maintenant au plan de formation qui se fait aussi en concertation avec les partenaires sociaux.

24. Plan de formation 2020

Monsieur Frédéric POMA. - Absolument. Pour rappel, concernant le plan de formation de 2019, le budget de formation et de déplacement était de 217 850 euros, et au total, 1 319 jours de formation ont été réalisés sur l'année 2019.

Concernant les objectifs et les moyens du plan de formation 2020, on poursuit et on renforce le partenariat avec le CNFPT, avec des temps d'échanges entre DGS, des cycles de formation de management, des formations intra collectivités, des ateliers évolution professionnelle.

En termes d'objectifs, il s'agit également de développer de nouvelles méthodes de formation avec le CNFPT, notamment le webinaire et le distanciel, et de mettre en œuvre des actions collectives liées à l'hygiène, la santé, la sécurité, pour répondre, bien sûr, aux obligations réglementaires et aux conditions de travail, sans oublier la formation des élus et les formations syndicales.

Il est donc demandé au Conseil communautaire de prendre acte de la communication du plan de formation 2020 à destination des agents de la CASA.

Monsieur le Président. - Très bien.

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

On passe donc à la délibération classique.

25. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes

Monsieur Frédéric POMA. - Chaque année est présenté devant les Comités techniques, notamment le 21 septembre dernier, un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, comportant des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie professionnelle. La CASA œuvre pour la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes par la mise en place de plans d'action dont les axes s'orientent autour de différentes thématiques telles que le recrutement, la formation, la rémunération, l'égalité en termes de promotion et d'avancement, la facilitation de l'articulation entre activité professionnelle et vie familiale, ainsi que la prévention et la lutte contre les discriminations, les actes de violence, de harcèlement et d'agissements sexistes.

Il est donc demandé au Conseil communautaire de prendre acte des éléments détaillés du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes établie sur la base des données disponibles sur l'année 2019 qui est jointe et que vous avez.

Monsieur le Président. - J'ai l'intervention de Madame MURATORE.

Madame Michèle MURATORE. - Merci. Je n'interviendrai que sur le calendrier de ce plan d'action. Quand on dit, dans le calendrier, que l'on va mettre 3 ans pour décider que l'on va envoyer une note aux agents en absence pour les maintenir dans l'actualité de l'entreprise, 3 ans ne sont pas très sérieux. Certaines actions citées ne sont que le respect de la loi. Par exemple, les annonces d'emploi sans précision de texte, ce n'est que la loi. Je suis étonnée que ce ne soit pas fait et que ce soit seulement prévu pour 2021. On va attendre 2023 pour réfléchir à un plan d'action. Or, ce plan d'action est plus urgent, plus important avant 2023. Nous souhaitons donc que ce calendrier soit revu de manière plus réaliste, plus urgente et plus nécessaire, pour effectivement favoriser l'égalité femme-homme.

Monsieur le Président. - Il ne faut pas laisser penser qu'il n'y a pas d'égalité homme-femme dans la fonction publique territoriale et en particulier dans la Communauté d'Agglomération. Après, il est évident, comme on le dit souvent, qu'il y a plus de femmes dans la médiathèque et qu'il y a plus d'hommes dans le ramassage d'ordures ménagères. Je ne sais pas si c'est un élément discriminant, mais c'est ainsi. Les femmes aussi, pour des raisons probablement culturelles, sociales et familiales, travaillent davantage à temps partiel puisqu'elles sont plus favorables à demander un 80 %, probablement parce qu'elles souhaitent dégager leur mercredi. Tout cela, ce sont des éléments qui ne se transforment pas en un coup de baguette magique. Enfin, à la CASA, comme ailleurs dans les communes, mais à la CASA plus particulièrement, ce plan est validé par les partenaires sociaux. Donc, essayons de faire en sorte que nous entrions dans des démarches qui ne sont pas des démarches de surenchère. Les partenaires sociaux nous proposent de signer cet accord et ce calendrier, donc, suivons-les. Ne soyons pas plus royalistes que le roi, plus syndicalistes que le syndicat et ne nous mettons pas à la place des gens pour faire leur bonheur malgré eux. C'est un danger qui existe chez tous les gens qui ont une parcelle de pouvoir.

Donc, le projet est là. Il sera suivi par Frédéric POMA et je sais qu'il est particulièrement vigilant sur ce sujet et sur l'impact que cela peut avoir sur l'ensemble des ressources humaines. On aura donc un dialogue, lequel bouleversera peut-être le calendrier en fonction des possibilités et bien au-delà de ce que prévoit la loi. Car la loi prévoit simplement de faire un rapport annuel. Elle ne prévoit pas de faire une organisation avec de la concertation et avec la possibilité d'aller vers cette convergence. Et, il faut reconnaître que la discrimination entre les hommes et les femmes est quand même plus criante dans le secteur privé que dans le secteur public.

Je propose donc d'adopter ce rapport.

Qui s'abstient ?

Qui est contre ?

Il est adopté.

26. RIFSEEP - Actualisation

Monsieur Frédéric POMA. - Il s'agit de la prime pour les titulaires et les contractuels en fonction du poste, de l'expérience et de l'expertise. Pour vous résumer les 5 pages recto verso de la délibération, il s'agit d'actualiser plusieurs points, notamment :

L'intégration des ingénieurs, des techniciens et des psychologues dans le RIFSEEP. En effet, tous les agents de la CASA toucheront désormais leur CIA (prime annuelle) à taux plein, selon les paliers attribués.

L'intégration du cadre d'emploi des assistants sociaux éducatifs dans les groupes de fonction de catégorie A.

L'ajout de la fonction de délégué aux Affaires.

L'ajout de la suggestion d'Architecte.

Je propose donc au Conseil communautaire d'adopter l'actualisation du régime indemnitaire en tenant compte des fonctions, des suggestions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, comprenant le rapport de présentation et de ses annexes comme faisant partie intégrante du dispositif.

Monsieur le Président. - C'est une avancée très forte qui est faite, sur le plan financier, pour tous les agents, en particulier ceux qui ont les salaires les plus modestes.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

La délibération est adoptée.

27. Règlement des astreintes et indemnités - Actualisation

Monsieur Frédéric POMA. - Là aussi, on est sur une délibération relativement importante. Pour la résumer, dans le cadre de la prise de compétence de l'assainissement et de l'eau potable au 1^{er} janvier 2020, le règlement des astreintes doit être réadapté en tenant compte de la réalité du terrain, notamment sur la coordination des astreintes, afin de répondre efficacement aux usagers. Il convient également de réorganiser les astreintes de la Direction GEMAPI Eaux Pluviales en fonction de la saisonnalité des conditions météorologiques.

Je propose donc au Conseil communautaire d'adopter l'actualisation des modalités d'attribution et de compensation des permanences et des astreintes au sein des services communautaires, notamment pour les Directions Envibus et la Régie Eau, Eau Potable et Assainissement.

Monsieur le Président. - Cela paraît évident, car il y aura une continuité de Service Public dans ces domaines. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? La délibération est adoptée. En remerciant Frédéric POMA, on passe maintenant à Emmanuel DELMOTTE, vice-président chargé du développement rural et de l'agriculture.

28. SCIC Les Ferrages de Châteauneuf - Adhésion de la CASA

Monsieur Emmanuel DELMOTTE. - Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, la proposition de cette délibération est l'adhésion de CASA à la SCIC (la Société Coopérative d'Intérêt

Collectif Les Ferrages de Châteauneuf) pour 60 parts et un montant de 1 200 euros. L'objectif de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif est de porter deux politiques publiques : la politique de l'alimentation durable et la politique du développement durable au travers des énergies renouvelables. Ces deux actions sont fortement engagées dans le SCOT (vous en avez parlé tout à l'heure avec Jean-Bernard). Suite à cette adhésion, il faudra nommer un représentant de la CASA.

Étant déjà membre au titre de l'agriculture et de la commune - puisque l'on porte deux politiques, une politique agricole et une politique environnementale -, je propose que le vice-président en charge de l'environnement, Monsieur Lionnel LUCA, soit le représentant de la CASA.

Monsieur le Président. - Très bien. Emmanuel DELMOTTE y est déjà. On demande donc de représenter un représentant. C'est Lionnel LUCA, évidemment. Personne d'autre comme candidat ?

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

On passe au tourisme. Jean-Pierre CAMILLA.

29. Conventions de remboursement de frais avec les communes dans le cadre de la compétence transférée « Promotion du tourisme » - Avenant n° 1

Monsieur Jean-Pierre CAMILLA. - Merci, Monsieur le Président. Dans le cadre du transfert de compétence « Tourisme » à la CASA, 6 communes ont vu leurs offices de tourisme communaux se transformer en Bureaux d'Information Touristique communautaires. Pour la plupart, ces bureaux se trouvent dans les mairies. Il a donc été mis en place des contrats de maintenance et de gestion des bâtiments.

Monsieur le Président. - On passe au vote.

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Nous passons donc maintenant à la Mobilité et c'est au tour de Thierry OCCELLI, très impliqué dans les déplacements et non uniquement dans le vélo, car on a vu qu'en matière de transports en commun, il y a eu dernièrement des avancées très significatives.

30. Tarification multimodale sur le périmètre des Alpes Maritimes et de Monaco - Avenant n° 1 à la convention

Monsieur Thierry OCCELLI. - Monsieur le Président, merci. Tarification multimodale, j'en évoquais le sujet tout à l'heure. C'est une convention que nous avons faite avec le Département et Monaco pour faciliter l'usage des transports en commun, diminuer la part modale de l'automobile, un sujet transversal, et s'adapter aux pratiques existantes des usagers et des transports collectifs.

La Principauté de Monaco avait mené ce débat avec la Région et Philippe TABAROT tout au long de l'année 2019. La Principauté de Monaco a toujours été associée dans nos débats et nos prises de position par rapport à la tarification. Il s'agit du Pass Sud Azur qui incorpore sur un seul billet le bus, le car et le train. On a 4 zones qui se sont détachées, 4 zones qui ont été établies avec une tarification bien identifiée. Le sujet important est que n'ayant pas réussi à mettre en place des abonnements annuels, on est toujours sur l'abonnement mensuel. Il est important de le savoir, car on a l'option de 1, 2, 3 ou l'intégralité du zonage :

- La zone 1 qui ne comprend qu'un seul périmètre des AM est de 27 euros par mois ;
- Les deux zones simultanées sont à 63 euros par mois ;
- La zone 3 est de 73 euros ;

- L'intégralité des Alpes-Maritimes, plus Monaco, est à 80 euros.

Voilà, Monsieur le Président, comme je le disais tout à l'heure, c'est une délibération qui fait avancer la billettique et la tarification de l'usage des transports en commun.

Monsieur le Président. - Merci.

Pas de vote contre ?

Pas d'abstention ?

On passe au point suivant.

31. Entretien du parking de covoiturage entre la RD6107-PRO et la RD6007-PR17+500 au giratoire Pont de l'Aube - Convention avec le Département et la Commune de Vallauris

Monsieur Thierry OCCELLI. - C'est une convention tripartite à signer avec le Département, la commune de Vallauris Golfe-Juan et la CASA. Il s'agit de la création d'un parking de covoiturage au Pont de l'Aube avec 41 places pour les véhicules légers, 2 places pour les personnes à mobilité réduite, 10 places de vélos et 10 places de motos.

L'aménagement sera réalisé principalement sous maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre du département, donc : création d'un parking, mise en place de stations vélos, mise en œuvre importante de bornes de recharges électriques, création de l'éclairage par la commune (c'est une répartition des charges), création des aménagements de gestion des eaux pluviales du parking par le Département. Monsieur le Président, je fais une petite parenthèse. Ce que font la CASA et la ville d'Antibes est formidable. Je tiens à mettre en avant le fait qu'à chaque fois qu'il y a des aménagements, des infrastructures sur les réseaux BHNS, sur les réseaux transports en commun, malgré l'imperméabilisation supplémentaire que l'on fait, on a une amélioration de la gestion des eaux pluviales avec de gros bassins d'orages et on a une amélioration fondamentale (ce qui va plaire à Lionnel LUCA) de la replantation des végétaux pour réoxygéner les communes. Donc, à chaque fois que des infrastructures sont créées... Je le cite là, car évidemment, il y a des aménagements espaces verts dans tous les cadres de chantiers concernant les parkings.

Monsieur le Président. - Je profite de la parenthèse ouverte pour m'engouffrer. Bien sûr, on a les yeux fixés sur les réseaux sociaux dans le contexte tragique que l'on connaît et l'on y voit parfois des choses que l'on ne voyait pas lorsque l'on était dans une période normale. Je vois beaucoup de gens qui disent « Ne faites pas de parking, car ils imperméabilisent les sols ». Ce sont des gens qui ne connaissent pas les nouveaux revêtements, lesquels sont en grande partie perméables. Tous les parkings qui sont faits sur le trajet du bus-tram sont tous des parkings avec jardins. À chaque fois, il y a un jardin et un espace vert.

Donc, on augmente l'aération de la commune et on utilise en même temps de nouveaux matériaux qui font que... Bien sûr, s'il pleut 50 litres à la seconde, cela ne fonctionnera pas, rien ne fonctionne, même pas la terre. Mais en réalité, on améliore... Car, où l'on fait les bassins de rétention, on utilise du matériel poreux et on réimplante des jardins et espaces verts qui agrémentent l'ensemble de la ville. Il est important que cette vision-là... C'est comme le bus : quand on met le bus-tram et que l'on fait un trajet de bus-tram, on plante plus d'arbres qu'on en enlève. Et généralement, c'est une proportion de 1 à 10. Quand on enlève des arbres, ce sont généralement des arbustes et quand on plante des arbres, ce sont généralement des arbres de haute futaie.

Il faut donc que l'on ait cette stratégie, où chaque fois que l'on fait quelque chose... Le bus roule sur un tapis, mais réfléchir à la qualité du tapis, réfléchir à l'environnement, à l'espace vert et aux arbres qui l'accompagnent sont des éléments majeurs dans le développement du bus-tram et donc du déplacement. Je ferme la parenthèse.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Il était important de le dire, car ce sont de très belles avancées environnementales. On vous demande donc d'approuver la convention tripartite département/CASA/Vallauris Golfe-Juan et d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention.

Monsieur le Président. - Très bien. Et comme Monsieur LUCIANO est d'accord, nous passons au vote.

Personne n'est contre, ni s'abstient ?

On passe au Plan de Mobilité de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, qui est quelque chose qu'il faut élaborer dans la concertation et l'apaisement. On a parlé des vélos. Il n'y a pas que le vélo. Il y a aussi le transport en commun. N'oublions pas que le piéton est ce qui apparaît comme le plus naturel et si l'on arrive à trouver, là aussi, une organisation de proximité où l'on se déleste de sa voiture pour marcher sur quelques dizaines ou centaines de mètres, c'est un élément positif, tout en sachant, comme on le verra tout à l'heure, que l'on peut avoir des difficultés à se déplacer. Cela est un autre problème. Je redonne donc la parole à Thierry.

32. Plan de Mobilité de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Elaboration

Monsieur Thierry OCCELLI. - Rapidement, sur cette délibération, car en fait, Monsieur le Président, elle a été largement dans le SCOT, puisque c'est transversal et que le PDM vient s'insérer dans le SCOT. Juste quelques précisions par rapport à ce qui a été évoqué tout à l'heure. Évidemment, le PDU datait de 2008, mais en 2012, sont arrivées 8 nouvelles communes du Haut Pays. C'est pour cela que l'on a lancé une révision du PDU à ce moment-là et entre 2012 et 2019, on a fait des concertations. Notamment, 2019 est une grosse année de travail de toutes les équipes de la Mobilité CASA et de moi-même. On est allé concerter pratiquement dans toutes les communes, les grosses communes individuellement et les petites communes par des comités de regroupement dans certaines mairies. En fait, cette avancée, tous ces éléments que l'on a mis de côté, on va s'en servir dans le PDM et dans le SCOT, car une concertation a déjà eu lieu et l'on va évidemment la reprendre.

On avait également décidé ensemble de ne pas mettre en enquête publique ce PDU (car à l'époque, il était PDU). En effet, on savait que les élections allaient arriver et qu'il y aurait certainement de nouveaux élus, avec de nouvelles visions de la Mobilité sur le territoire. Depuis, la loi LOM a transformé le PDU en PDM. C'est pour cela que l'on relance un PDM en transversalité et en collaboration avec les SCOT.

Monsieur le Président. - Très bien. Vous le savez, l'élément majeur du plan de déplacement Mobilité est de partir du constat suivant : il y a des embouteillages à l'entrée des villes (et pas tellement à l'intérieur des villes). Le point noir est l'arrivée pendulaire sur Sophia matin et soir. La première des choses à travailler est donc le bus-tram. Malgré le Covid et les pertes financières, on n'a pas renoncé au bus-tram. On continue donc Route de Grasse. On a fait les points noirs les plus compliqués et l'on va faire maintenant la traversée urbaine. Celle-ci n'est pas simple sur le plan humain, mais elle est plus facile à organiser.

Je rappelle que si les travaux sont lourds et longs, c'est aussi parce que l'on reprend tous les infras. Il ne suffit pas d'enlever un morceau de trottoir et de trouver une place pour le bus. Dans le cadre des compétences actuelles, il faut refaire tous les réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement. Chacun sait que, lorsqu'il pleut beaucoup, la route de Grasse est l'une des routes les plus inondées. Elle doit donc être traitée.

Donc, les gens sont peut-être surpris de voir que cela dure longtemps, de voir que l'on creuse très profond pour faire un bus-tram. En réalité, ce sont des travaux conjoints, entre la ville et la CASA, de bus-tram, de réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement. C'est la raison pour laquelle les choses avancent de manière progressive.

Ensuite, les travaux vont effectivement durer. On pourrait aller plus vite sur les travaux, sauf que j'ai vu beaucoup de villes traversées par un tram ou un bus et qui faisaient des travaux de part en part. Le degré d'acceptabilité de nos concitoyens vis-à-vis des travaux est relativement limité. Quand vous ne faites rien dans vos villes, on vous dit que vous dormez et quand vous faites des travaux, on vous dit qu'il faut les arrêter. Il faut donc trouver la juste mesure pour continuer ce projet. Je rappelle que c'est un projet sur lequel il y a un emprunt Caisse des dépôts de 50 millions à des taux ridicules. Mais l'argent ne vaut pas grand-chose à l'heure actuelle. Il n'y a donc aucune raison pour que l'on ne fasse pas ces travaux.

Et puis, il y a eu toute la concertation dont reparlera Thierry OCCELLI. Il ne sert à rien de faire tourner des bus à vide pendant la période Covid. On en a supprimé une partie, on les a remis progressivement, mais cela n'empêche que l'on va rentrer dans cette belle phase de concertation de 2 mois dans laquelle on va faire des comptages. On va demander aux usagers, et non pas à la population, comment ils voient la modification des tracés. Je rappelle toujours cette anecdote : lors d'une réunion de quartier dans laquelle il y avait plus de 100 personnes, on m'expliquait où il devait y avoir l'arrêt de bus ; à la fin, je demande « Qui prend le bus ? » : personne. Il vaut donc mieux demander aux usagers du bus ce qu'ils pensent du bus, plutôt qu'à ceux qui le regardent passer.

Enfin, sur le plan environnemental, ce n'est pas Lionnel qui me démentira, faire tourner des bus à vide est la pire des situations : cela embouteille et ne transporte personne. Il faut que l'on rationalise sans rationner. *Rationnel* n'est pas *rationner*. Donc, essayer d'avoir un peu plus de raison est ce qui a été fait et cela semble répondre en grande partie aux préoccupations de nos concitoyens.

Je redonne la parole à Thierry OCCELLI. Ce sont des thématiques pour la Communauté d'Agglomération.

Monsieur Thierry OCCELLI. - C'est ce que je disais tout à l'heure dans le cadre du SCOT, où la mobilité est un sujet majeur si l'on veut aboutir à quelque chose de cohérent entre la santé publique, le déplacement et l'habitat que nous devons faire.

Monsieur le Président, je ne vais rien ajouter à cette délibération dont le but est d'abroger la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2019 relative à l'arrêt du PDU et de lancer la procédure du Plan de Mobilité de la CASA.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Monsieur Thierry OCCELLI. - Je vais faire un petit propos, si vous êtes d'accord, sur le Comité des partenaires. Car, Monsieur le Président, comme vous avez parlé de la concertation, c'est le moment de dire un petit mot sur ce Comité des partenaires.

Monsieur le Président. - Tu le dis sur la 33 ?

Monsieur Thierry OCCELLI. - Comme vous voulez. Il est affiché, on en parle maintenant.

Monsieur le Président. - Donc, Comité des partenaires. La base de la CASA, c'est « concertation ». Cela ne veut pas dire « absence de décision ». On discute, on écoute, on dialogue, puis on décide. Mais le Comité des partenaires qu'a mis en place Thierry OCCELLI est dans ce cadre.

Monsieur Thierry OCCELLI. - C'est une obligation de la loi d'Orientation des Mobilités. Mais, au regard de tout ce que l'on est en train de vivre - la crise sanitaire, les éventuelles modifications du réseau - on a renversé ensemble la situation en disant que c'était le bon moment pour travailler sur ce Comité des partenaires et recentrer vraiment le réseau Envibus sur les besoins essentiels des déplacements. C'est ce que l'on disait, c'est ce que l'on fait et les services sont en train de mettre en place finement l'utilité et l'usage des transports en commun.

On a donc lancé le Comité des partenaires au Conseil communautaire le 27 juillet. Il est évidemment présidé par le Président de la CASA, Jean LEONETTI et moi-même.

Qui siège ?

Dans ce comité, on a essayé d'avoir une répartition des usagers, comme le disait le Président, ainsi qu'une répartition assez large, avec :

- Les maires des grosses communes du littoral, à savoir le maire de Biot, le maire de Valbonne, le maire de Vallauris, le maire de Villeneuve-Loubet ;
- Toute la mobilité scolaire et étudiante avec les collèges, les lycées, les universités ;
- La mobilité des employeurs avec le Sophia Club Entreprises que l'on rencontre régulièrement, avec lequel on travaille de très près pour trouver des pistes et des solutions par rapport à la mobilité sur l'ensemble de la technopole ;
- Le Club des Entreprises de Villeneuve-Loubet ;
- Des associations de commerçants ;
- Des usagers du transport public.
- Les associations :
 - « Choisir le Vélo », association avec laquelle nous avons mis en place le Plan vélo et lancé la Maison du Vélo, ainsi que tous les projets de pistes cyclables et de vélo domicile-travail sur la CASA ;
 - Mobilité et Accessibilité « Accéder Côte d'Azur » ;
 - Les APF du 06 ;
 - Mobilité et Société Civile « Conseil de développement de Sophia » qui est tout le temps avec nous dans ces sujets.

On s'est également fixé des missions sur ce Comité des partenaires :

- L'élaboration et le suivi d'un Plan de Mobilité (le PDU existant s'est transformé en PDM) ;
- Une politique tarifaire dans les bus (on y travaille au quotidien) ;
- Une qualité des informations au niveau d'Envibus ;
- Une évolution substantielle de l'offre Envibus ;
- Une évolution du Versement Mobilité qui est un gros sujet (vous avez longuement évoqué, Monsieur le Président, la difficulté du moment et la prévision sur les années à venir) ;
- Le Schéma directeur cyclable et le Schéma directeur de covoiturage que l'on est train de mettre en place.

Qu'a-t-on fait ?

- 7 septembre : réunion de lancement avec les partenaires ;
- Entre septembre, octobre et début novembre : on fait une analyse très fine de l'utilité du réseau en interrogeant surtout les usagers, car ce sont eux qui nous apporteront des demandes ou d'éventuelles modifications et surtout, leur sentiment sur le Service Public que nous désirons mettre en place de la manière la plus juste possible à partir de 2021 (il y a donc une concertation pour définir les besoins et un questionnaire lancé aux usagers que l'on fera passer à tous les élus de la CASA) ;
- Point d'étape de la concertation : 2^e Comité des partenaires le 19 octobre (je pense que c'est la raison pour laquelle il n'y a pas de bureau des maires le 19) ;
- Décembre : un bilan et 3^e Comité ;

- Janvier 2021 : un nouveau réseau ajusté selon l'évolution des fréquentations et des retours de la concertation.

Vous pensez bien que l'on dit et redit que l'on avait diminué, dégraissé certaines lignes, ce qui n'avait pas fait plaisir à tout le monde. Mais, on s'était basé sur un total des fréquentations, sur une étude et une analyse des fréquentations des usagers. Évidemment, cela a été très contrarié, car depuis le mois de mars, on vit une situation un peu compliquée. C'est pour cela que l'on redémarre maintenant un comptage, une concertation beaucoup plus précise.

Qu'a-t-on fait depuis notre premier Comité, Monsieur le Président ?

On a fait les évolutions que les uns et les autres nous ont mises en avant, les maires des communes concernées d'une part et d'autre part, les participants au Comité des partenaires.

En transport urbain, on a remis des lignes ou remis des horaires.

En transport scolaire, on est venu ajouter ou compléter les réseaux que l'on avait dégraissés et surtout les horaires que l'on avait éliminés. Et gros succès : on a remis la totalité des transports à la demande qui a vraiment montré un manque important, notamment sur le Moyen Pays, sur le Haut Pays, un peu moins en urbain, mais très important et très efficace. Tous mes collègues m'en ont parlé, ils en ont tous fait la demande et je crois que l'on peut être satisfait de ce rajout et de cette modification apportée début septembre.

On travaille aussi, Monsieur le Président (vous l'avez demandé personnellement), sur une mutualisation, c'est-à-dire que les lignes ou les secteurs qui ne sont pas ou moins desservis en pleine journée... car on a mis en avant le scolaire et le travail. Tous ceux qui vont donc travailler le matin et le soir, y compris les scolaires, sont servis. On a un peu allégé dans la journée. Le but était de déplacer et de mutualiser ce bus avec son conducteur sur des petites lignes plutôt intra-muros ou sur des lignes peut-être moins importantes le matin et le soir, lignes surtout beaucoup plus appréciées par les populations en milieu de journée.

J'ai fait le point rapidement sur le Comité des partenaires. Autour de la table, tout le monde est convaincu que l'on a ensemble un travail considérable à faire sur les 2 mois, voire les 3 mois qui viennent, pour mettre, début janvier, un réseau hyper efficace, très à la portée des gens qui en ont besoin, avec le budget que nous avons.

Monsieur le Président. - Au passage, je rappelle que je vois certaines communes qui disent « Le bus est gratuit ». Or, quand on regarde, par exemple, des villes du Sud-Ouest, c'est gratuit le samedi. Je rappelle que la principale ligne de bus qui transporte 6 000 personnes par jour (la ligne A, le bus-tram) est entièrement gratuite. Donc, peut-être que, dans ce domaine aussi, on a le malheur de « faire » et de ne pas trop « faire savoir », par rapport à d'autres qui ont beaucoup de « faire-savoir » et peu de « faire ».

Sur le Plan de Mobilité, le vote est acquis, personne n'est contre ni s'abstient ? On passe à la gamme tarifaire. Il fallait créer un titre pour ceux qui accompagnent les personnes à mobilité réduite.

33. Gamme tarifaire - Création d'un titre pour accompagnateur PMR

Monsieur Thierry OCCELLI. - Tout à fait. Bien sûr, cela s'inscrit dans la loi LOM, mais on y avait déjà pensé et les accompagnateurs des personnes à mobilité réduite payaient jusqu'à présent le tarif plein. Or, il est logique que ces personnes qui sont vraiment des aides, dont les PMR ne peuvent pas se passer, aient une tarification préférentielle. C'est pour cela que l'on vous propose de mettre un pass annuel accompagnateur au tarif de 5 euros. Au même titre que les personnes à mobilité réduite, cela revient juste à faire une carte et à prendre un abonnement à 5 euros en début d'année.

Monsieur le Président. - On n'ose pas dire que c'est gratuit, mais 5 euros à l'année est en réalité gratuit. Cela permet simplement de faire une démarche volontaire. La CASA est la seule communauté du Département à avoir la totale gratuité pour les personnes en situation de handicap.

Monsieur Thierry OCCELLI. - Tout à fait. Je précise que ce pass fonctionnera lorsque ces personnes accompagneront les personnes à mobilité réduite.

Monsieur le Président. - Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe au point suivant.

34. Règlement intérieur commun aux lignes Envibus - Modification

Monsieur Thierry OCCELLI. - Ce sont des modifications mineures. Il suffit de modifier le règlement intérieur d'Envibus :

- Accepter à l'intérieur des bus ce que l'on appelle les « engins de déplacement personnel », de type trottinette, à partir du moment où ils sont pliants et portables (il s'agit donc de l'autorisation de transporter du matériel de déplacement pliant) ;
- Réserver la possibilité d'imposer le masque à bord des véhicules (jusqu'à présent, le port du masque n'était pas obligatoire dans le règlement).

On a ajouté des dispositions relatives au fonctionnement de la navette des Gorges du Loup, une navette appelée « la navette verte » que l'on avait mise en place l'année dernière, avec un titre de transport à 2,50 euros et la possibilité d'accrocher les vélos sur des racks à l'arrière du véhicule.

Dans le cadre du tourisme vert, on a fait la navette des neiges où l'on avait déjà intégré cette tarification préférentielle les années précédentes.

Monsieur le Président. - Très bien. Que des éléments positifs.

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

On passe au point suivant.

35. Commission consultative des déchets du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires - SRADDET - Désignation

Monsieur Éric MELE. - Oui, Monsieur le Président. Simplement, au-delà de la désignation du délégué, dans le cadre de la gestion des déchets, la Région a scindé son secteur en 4 : les Alpes, les Rhodaniens, les Provençaux, les Azuréens. Il s'agit de tout un travail de coordination sur le traitement, le transport, la réduction du déchet.

La Région essaie aussi, à travers des appels à manifestation d'intérêt, de faire des actions communes. Ce SRADDET est donc un travail de coordination, d'analyse, de propositions. Cet important travail concerne aussi tous les déchets des entreprises. La Région a voulu embrasser l'ensemble de la politique et de la difficulté de la gestion des déchets du secteur.

Monsieur le Président. - Sur la délibération, personne n'est contre, ni s'abstient ?

Sur la désignation, c'est bien entendu Éric MELE.

Pas d'autres candidats ?

Personne n'est contre ?

Pas d'abstention ?

Il est désigné.

On passe maintenant à l'habitat, avec Sophie NASICA qui, dans le cadre de l'égalité homme-femme, présente le projet en tant que seule vice-présidente femme.

36. Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC) - Convention Opérationnelle

Madame Sophie NASICA. - Dans cette délibération n° 36, il s'agit, pour la CASA, de signer une convention afin de poursuivre ses actions en matière de rénovation de l'habitat du parc privé, et plus particulièrement pour les copropriétés.

En effet, au-delà de la réhabilitation des copropriétés dégradées, le repérage et l'accompagnement des copropriétés présentant des signes de fragilités de type impayé de charges, faiblesse des prix de vente ou nombre élevé de locataires, sont devenus des enjeux majeurs des politiques publiques et de notre 3^e programme local de l'habitat.

Partant de ce constat, la CASA a souhaité, en partenariat avec l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat, mettre en œuvre un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés (vous allez encore voir le POPAC) sur l'ensemble de son territoire, avec un objectif d'accompagnement de 8 copropriétés sur 3 ans.

Le coût prévisionnel d'ingénierie s'élève à 126 000 euros pour la durée POPAC, avec un cofinancement de l'ANAH, de la Caisse des dépôts et consignations et de la CASA.

Il est donc proposé au Conseil communautaire d'approuver la mise en place du programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés, d'approuver la convention opérationnelle et ses annexes et de vous autoriser, Monsieur le Président, à la signer, de me désigner en tant que vice-présidente déléguée à l'Habitat et au Logement pour représenter la CASA au sein des Instances de pilotage du POPAC, de prévoir au budget de la CASA les financements correspondants pour les années à venir et d'imputer les dépenses correspondantes sur le budget de la Direction Habitat Logement.

Monsieur le Président. - Très bien. Maintenant, on a appris le POPAC, après le SRADDET. Ce programme opérationnel est donc inscrit dans notre PLH. Je vous propose de l'adopter. Personne n'est contre ? Pas d'abstention ? On passe au Conseil de développement et à la démocratie de proximité, avec Richard THIERY et Bernard TOMASINI qui font une polyphonie à deux voix.

37. Conseil de développement - Bilan d'activités 2015-2019

Monsieur Richard THIERY. - Merci, Monsieur le Président. Effectivement, les deux dernières délibérations concernent le Conseil de développement.

La première concerne la présentation du bilan d'activités. Celui-ci est obligatoire de par la loi, mais il faut savoir que ce qui est obligatoire est simplement un bilan d'activités annuel. Cependant, étant donné que nous sommes en tout début de mandat et que le mandat passé a été particulièrement productif, on vous propose de faire un bilan d'activités de la mandature qui a précédé. Pour cela, je vais laisser la parole à Monsieur le Président TOMASINI qui a présidé le Conseil de développement durant toute cette mandature.

Monsieur le Président. - Monsieur le Préfet, on vous écoute.

Monsieur Bernard TOMASINI. - Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, les vice-présidents, Mesdames et Messieurs, les élus communautaires, comme vient de le dire Richard THIERY, suite au renouvellement municipal et de l'exécutif de la CASA, et comme chaque année, j'ai l'honneur de vous présenter le bilan des activités de votre Conseil de développement, lors de la mandature achevée.

Tout d'abord, permettez-moi de remercier le Président LEONETTI de la reconnaissance qu'il a accordée à notre Institution et à ses membres, et la confiance que vous m'avez personnellement témoignée.

Tout au long de la mandature, le bureau du CDD s'est efforcé de conforter les relations avec les élus décisionnaires, soit par des contacts directs avec vous, Monsieur le Président, par l'intermédiaire de notre élu référent, Monsieur THIERY, soit par des échanges constructifs et directs avec les services de la CASA.

L'exercice de la démocratie participative sur notre territoire depuis 2003 est donc une réalité positive indéniable.

Lors de cette mandature, le bureau du CDD a fait évoluer sa pratique d'une posture revendicative vers une réflexion prospective, conduite par la Société Civile au sens large, véritable force de propositions au bénéfice de l'action publique menée par la CASA sous votre impulsion, Mesdames et Messieurs, les élus.

Notre fonctionnement est totalement transparent, représentatif du territoire sans exclusif de ses associations et de ses habitants.

Nos groupes de travail ont émis des avis, publié des propositions et surtout assuré leur suivi quant à leur prise en compte dans les décisions soumises aux élus.

Tous ces éléments sont régulièrement présentés aux membres du CDD lors des réunions plénières trimestrielles, de manière à assurer en toute transparence leur plus complète information.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les élus, je tiens à vous remercier d'avoir non seulement écouté nos avis, mais bien souvent, d'avoir entendu certaines de nos propositions. Il s'agit du reflet de l'attention que la démocratie représentative (les élus) porte aux réflexions de la démocratie participative (le CDD), cela grâce au climat apaisé de confiance et de transparence - et non plus de défiance - qui s'est instauré au travers de nombreuses réunions, d'échanges, de confrontation de points de vue et de suivis de nos avis.

En conclusion, permettez-moi de saluer l'engagement de tous les citoyens bénévoles qui participent à nos groupes de travail. Ils devraient, c'est mon souhait, être plus nombreux, de manière à renforcer notre capacité de proposition. Nous sommes ouverts à un renforcement et à une diversification de nos membres. J'en appelle, Mesdames, Messieurs les élus, à vos propositions. Ce sont leur expérience du quotidien, leur vécu et leurs attentes qui nourrissent les avis que nous vous transmettons, Monsieur le Président, et animent les colloques et séminaires que nous organisons chaque année.

Nous plaçons, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les élus communautaires, pour encore plus de reconnaissance du CDD en tant qu'Institution et sommes à l'écoute de vos saisines. Depuis 5 ans, n'avons-nous pas fait la preuve de notre engagement non partisan, du sérieux de nos avis et de notre seul souci de l'intérêt général de notre territoire et de ses habitants ?

En approuvant ces rapports, vous permettrez à votre CDD de continuer à être une forme de proposition et d'analyse prospective issue des citoyens, aux côtés des élus communautaires et dans le respect des compétences de la CASA.

Je vous remercie de votre attention, Mesdames, Messieurs.

Monsieur le Président. - Merci, Monsieur le Président, et merci de l'autorité bienveillante que vous avez manifestée tout au long de ce mandat. Cela fait, qu'effectivement, je participe à vos

préoccupations. Je voudrais que plus de personnes s'y impliquent et pour cela, il faut que nous ayons cette crédibilité. De temps en temps, vous dites des choses qui ne me sont pas agréables et pourtant, je les accepte et quelquefois, je les adopte. C'est cela, un véritable dialogue. Vous n'êtes pas des faire-valoir du pouvoir en place, vous n'êtes pas non plus des contestataires forcenés. Vous êtes cette force de propositions et de dialogue qui permet justement une démocratie moderne et apaisée. Je vous remercie du travail accompli et du travail que vous accomplirez. Je repasse la parole à Richard.

Monsieur Richard THIERY. - Merci, beaucoup. Effectivement, merci pour cette présentation très synthétique, qui s'est précisément voulue synthétique. Dans vos documents, vous avez le rapport un peu plus détaillé. Je voudrais également insister sur le fait qu'effectivement... Personnellement, tout d'abord, j'ai eu le grand plaisir de participer, sous l'égide du Président TOMASINI, à ce Conseil de développement pendant la mandature précédente et je me réjouis de le faire durant la nouvelle qui vient.

Je voudrais ajouter une chose. Monsieur TOMASINI l'a dit : les avis du Conseil de développement sont souvent pris en compte par la CASA, mais parfois, ils ne le sont pas. Et, dans certaines situations, des membres se posaient la question « Que deviennent les avis ? ». C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place un suivi très précis de tous les avis du Conseil de développement, suivi effectué par les services de la CASA. Ce suivi a fait l'objet de deux volumes assez importants qui ont été remis lors de la dernière assemblée générale au moment du Conseil de développement. Ils peuvent ainsi juger, de façon très factuelle, ce que deviennent leurs propositions au sein de la Communauté d'Agglomération. Maintenant, je pense qu'il s'agit de prendre acte de ce bilan d'activités avant de passer à la délibération suivante.

Monsieur le Président. - Nous prenons acte des activités du Conseil de développement et nous essaierons, avec Richard THIERY, de lui donner encore plus de vigueur et d'attractivité.

38. Conseil de développement - Renouvellement des membres

Monsieur Richard THIERY. - Comme nous sommes en début de mandat, il faut renouveler les membres des deux Conseils de développement. Je précise que le Conseil de développement est composé de membres issus de la Société Civile. Ils représentent notamment les associations, les clubs d'entreprises, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, les syndicats. Ils sont regroupés dans un certain nombre de collèges associatifs, économiques, institutionnels, chacun désignant un représentant et un suppléant.

La nouveauté liée à la loi NOTRe est que nous avons maintenant l'obligation de parité. C'est la raison pour laquelle nous proposons à chaque fois que chaque membre désigne un homme et une femme comme représentants titulaire et suppléant (ou l'inverse, si vous préférez).

Par ailleurs, nous vous proposons également de désigner un collège de personnes qualifiées qui permettra de répondre, et par rapport à ce que nous disions précédemment, d'élargir la représentation de la Société Civile.

Enfin, il y a l'obligation d'équilibre générationnel, ce qui est évidemment difficile à atteindre. Pour cela, nous nous proposerons de faire, une fois que les représentants seront établis, un état des lieux grâce à la pyramide des âges qui sera comparée à la pyramide des âges de la population de la CASA.

Dans vos documents, vous avez la liste précise des membres du Conseil de développement. Il est donc proposé d'approuver cette nomination.

Monsieur le Président. - Comme l'ont dit Bernard TOMASINI et Richard THIERY, cette liste n'est pas exhaustive. S'il y a des gens qui représentent... le mieux, pour avoir une forme d'impartialité, c'est de ne pas nommer intuitu personae « Monsieur Untel » ou « Madame Untelle », mais de faire en

Monsieur le Président. - Comme l'ont dit Bernard TOMASINI et Richard THIERY, cette liste n'est pas exhaustive. S'il y a des gens qui représentent... le mieux, pour avoir une forme d'impartialité, c'est de ne pas nommer intuitu personae « Monsieur Untel » ou « Madame Untelle », mais de faire en sorte que toutes les Instances soient représentées. Sur Sophia Antipolis, il est évident qu'il faut des représentants à ses propres représentations syndicales, mais il faut aussi qu'il y ait des représentations du monde de la recherche, des startups, des entreprises qui soient le reflet de l'activité et du dynamisme de Sophia Antipolis.

Je vous propose donc d'accepter cette liste qui vous est présentée aujourd'hui, mais elle peut s'élargir comme l'a affirmé le Président et comme le souhaite Richard THIERY. Y a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée.

Le prochain Conseil se situe le lundi 16 novembre. Je vous remercie de votre attention. Je vous remercie aussi de vos votes et de l'intérêt que vous avez tous porté à nos propos et délibérations.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

La secrétaire de séance,



Alexia MISSANA

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_232
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-verbal de la séance du 5 octobre 2020 - Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : gnTtqfX

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_232-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_232
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-verbal de la séance du 5 octobre 2020 - Approbation
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_232-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201221-CC_2020_232-DE-1-1_2.PDF

N